

# Das Goldene Buch der Lötschbergbahn

## Erinnerungsschrift

— bei Anlaß der Fertigstellung der —

**Berner Alpenbahn**  
— (Bern-Lötschberg-Simplon) B L S —

	Herausgegeben von	
	<b>G. Maurer.</b>	

Spiez  
Buchdruckerei G. Maurer  
— 1913 —

LIBRAIRIE-PAPETERIE  
CH. RUSSIER-ERSTEN  
MAYEN-DES-BOIS  
10, rue des Bains

# **ECONOMIE POLITIQUE**



Ecole de Commerce de Jeunes Filles  
du district de Sierre

*« Les Buissonnets »*  
**1944**

# **ECONOMIE POLITIQUE**



Ecole de Commerce de Jeunes Filles  
du district de Sierre

*« Les Buissonnets »*  
**1944**



# INTRODUCTION

---

## 1. Notions générales

### Définition

L'économie politique est la science qui étudie les lois de l'activité humaine appliquée à l'acquisition des biens matériels.

Quelques **principes** feront mieux comprendre cette définition :

1. **L'homme a été créé pour servir Dieu et pour sauver son âme.** Tout le reste, sur la terre, est mis à son service pour l'aider à atteindre cette fin ; être incomplet et perfectible, il emprunte au monde extérieur les moyens de vivre, de se développer, de réaliser sa destinée. L'activité dépensée en vue de l'acquisition de ces biens matériels est l'activité économique. Plus ou moins bien organisée, cette activité sera plus ou moins féconde.

2. L'expérience nous apprend qu'il existe des **règles générales** dont l'observation assure au travail économique une plus grande efficacité. L'ensemble de ces règles constitue l'objet d'une science spéciale : **l'économie politique.**

3. Les **biens matériels** ne comblent qu'en partie les besoins de l'homme. Leur acquisition ne peut donc absorber son activité au point de lui faire oublier la satisfaction de ses **besoins d'ordre supérieur, intellectuel et moral.**

4. **Simplex moyens**, les biens matériels n'ont de valeur que dans la mesure où ils **aident l'homme à réaliser sa destinée**. Il serait déraisonnable de leur sacrifier la fin même qu'ils ont mission de servir et de promouvoir.

5. **L'homme n'est pas isolé ici-bas, il vit en société**. Il est puissamment aidé dans la recherche des biens matériels par l'aide et l'appui qu'il trouve chez ses semblables. En retour, il doit, dans la mesure de ses ressources, rendre aux autres les mêmes services ; il n'est donc pas libre de poursuivre son avantage personnel sans tenir compte d'autrui ; jamais son activité ne pourra s'exercer d'une manière nuisible au bien de ses semblables.

6. **L'économie politique, science pratique**, ne saurait donc recommander des modes d'activité, si féconds soient-ils au point de vue purement matériel, qui seraient en contradiction avec le **bien suprême et intégral de l'individu** ou qui se mettraient en opposition avec l'intérêt de la **société**.

De façon plus complète, **on peut donc définir l'économie politique** « La science des lois générales qui président à la production et à l'usage des biens matériels dans l'ordre de la destinée individuelle et sociale de l'homme ».

## **2. L'Economie politique et son rang parmi les Sciences**

L'Economie politique est subordonnée à d'autres sciences :

1. La **science morale** dirige l'activité humaine tout entière et l'ordonne au bien intégral de l'homme ; l'objet propre de l'économie politique est un bien particulier : la richesse matérielle. Dans la mesure où le bien particulier est subordonné au bien intégral, l'économie politique sera subordonnée à la morale et se conformera à ses préceptes supérieurs.

2. La **sociologie** étudie les lois qui règlent la constitution et le bon fonctionnement de l'organisme social. La prospérité matérielle, objet propre de l'économie politique, fait, avec la prospérité intellectuelle et morale, partie intégrante du bien

social. A ce titre, l'économie politique est une **branche de la science sociale**.

En second lieu, l'économie politique trouve dans d'autres sciences d'utiles auxiliaires. Telles sont :

1. Parmi les sciences naturelles : la **géographie**, l'**agronomie**, la **géologie** qui fournissent à l'économie politique des données exactes et précises sur les sources et les conditions de la prospérité nationale.

En second lieu, l'économie politique trouve dans d'autres sciences d'utiles auxiliaires. Telles sont :

2. La **démographie**, l'**anthropologie** qui renseignent l'économie politique sur les mouvements de la population, les aptitudes des différentes races, etc.

3. L'**histoire générale**, dont les faits serviront de preuves aux conclusions de l'économie politique.

4. La **statistique**, qui groupe les faits économiques et sociaux et apporte à l'économie politique une documentation sûre et précise.

5. Les diverses **sciences technologiques**, arts et métiers en général, dont les progrès sont si intimement liés à l'économie industrielle.

### 3. Objet, But, Origine, Méthodes

L'économie politique étudie donc les phénomènes relatifs aux richesses, aux **biens économiques**.

Par l'observation de ces faits, de ces phénomènes, elle tire des **conclusions** ou **lois** générales, universelles qui tiennent à la nature des choses : travail, capital, salaire, famille, monnaie, Etat, etc.

Prévenir les erreurs des hommes d'Etat, les tâtonnements coûteux, les lois préjudiciables ; par là, promouvoir le bien, la prospérité des sociétés humaines : tel est son double but.

Science récente, elle fait date avec la Révolution française. Devinée par les Anciens, mais constituée telle à notre époque seulement et retardée par l'ancien régime, elle a besoin pour ses recherches d'un régime de liberté.

**Ex. :** Rechercher les causes de la prospérité de telle nation, les causes de décadence de telle autre.

**Fondateurs :** Quesney, Turgo, J.-B. Say, en France ; Fénelon a été un des précurseurs de cette science par son **Télémaque**. Adam Smith, en Angleterre.

Le problème économique a reçu des solutions souvent contradictoires, suivant les systèmes ou « Ecoles ».

### **Ecole classique**

Elle ne veut pas l'intervention de l'Etat. Sa maxime, « laisser faire, laisser passer ». Laisser les citoyens libres de poursuivre comme ils l'entendent, par tous les moyens, leurs avantages économiques ; leur mobile unique : l'intérêt personnel, individuel. C'est un système qui idéalise l'égoïsme.

### **Ecole socialiste**

Elle s'oppose à la précédente ; elle repose sur la négation du droit de propriété. Elle base ses revendications sur les inégalités sociales ; la source du mal social, selon cette école, est dans le régime de la propriété privée, qui sacrifie le bien-être de la masse à la prospérité de quelques privilégiés.

### **Ecole interventionniste « Solidarisme chrétien »**

La doctrine libérale s'attache au principe de la **responsabilité individuelle** au point de négliger l'intérêt social. Le socialisme, au contraire, sacrifie la **personnalité humaine** à la **collectivité**. Le système **solidariste chrétien** tient également compte des deux intérêts. Sans méconnaître le caractère social de l'homme, il se refuse à asservir l'individu à la société. L'intérêt personnel reste le principal mobile de l'activité économique, mais pour l'empêcher de dégénérer en égoïsme étroit, il doit être contenu efficacement :



- a) par les **principes** de la **morale chrétienne** ;
- b) par l'**association** qui substitue à la formule « Chacun pour soi » la devise « Chacun pour tous, tous pour chacun ».
- c) par l'**autorité publique**, qui doit réprimer les abus ; suppléer à l'impuissance des individus ou des classes trop faibles pour défendre leurs légitimes intérêts ; prendre, dans l'intérêt de tous, les initiatives dont les individus ne peuvent ou ne veulent pas assumer la charge.

## 4. Les besoins humains

### Notions générales

L'homme ne trouve pas dans son propre fond tous les moyens nécessaires à la réalisation de sa fin ; sa nature incomplète, incapable de se suffire, fait appel à des concours extérieurs : Dieu et sa grâce, les membres de la société, les biens de ce monde. Cette indigence qui réclame un complément extérieur constitue **un besoin**.

Toute activité humaine a pour objet la satisfaction de certains besoins.

L'activité **économique** poursuit la satisfaction des besoins d'ordre **matériel**. Comme, d'ailleurs, la satisfaction des besoins supérieurs, d'ordre **moral** ou **intellectuel**, requiert le concours des biens matériels, l'activité économique contribue pour une large part à la réalisation du bien intégral de l'homme.

### Caractères des besoins matériels

Tout à la fois **immuables** et **fixes**, **extensibles** et **variables**, ils ont leur origine dans la nature humaine : ils sont innés ; dans la civilisation : plus un peuple est civilisé, plus il a de besoins. Cette extensibilité est le grand phénomène économique de toute civilisation.

La division en est arbitraire :

- a) besoins **naturels**, de première nécessité : nourriture, vêtement, logement.
- b) besoins **secondaires** : usage de certaines boissons, du tabac, de certains articles de toilette ou autres, jugés longtemps superflus. Ces besoins, souvent artificiels, ne sont pas un signe de faiblesse, mais une preuve de la grandeur, de la noblesse humaine ; le sauvage, l'animal n'ont pas beaucoup de besoins.

Notons que les notions de luxe, de superflu sont relatives.

### **Hierarchie**

On peut l'établir si on ne tient compte que de l'importance absolue des besoins humains : la nourriture passe avant le vêtement, le vêtement avant l'abri.

Dans la pratique, des facteurs subjectifs viennent modifier cet ordre naturel : éducation, idéal moral et religieux.

Dans la pratique également, pour chaque individu ou chaque société, l'échelle des besoins est différente.

### **Propagation**

Les besoins artificiels, une fois qu'ils ont trouvé satisfaction dans une classe sociale, tendent à se propager, par une sorte de contagion dans d'autres classes : esprit d'imitation, suggestion de l'exemple. Influence des classes supérieures.

Autres sources : l'habitude, l'hérédité.

La **subordination** des besoins économiques aux **besoins supérieurs** de l'âme ne doit jamais être perdue de vue. La recherche exclusive de la prospérité matérielle au mépris des biens d'un ordre plus élevé, loir d'assurer le bonheur des individus et des sociétés, aboutit fatalement à l'avilissement des caractères et au pire malaise du corps social.

## **5. Les biens économiques**

On appelle bien économique tout ce qui directement ou indirectement contribue à satisfaire les besoins matériels des individus ou des sociétés. Cette aptitude à satisfaire les

besoins économiques, cette **utilité** fait la valeur d'usage d'un bien économique.

Dans le langage économique, les mots : **richesse, utilité, bien économique**, sont synonymes.

On distingue :

1. Les **biens matériels** ou **réels** : aliments, matières premières, produits de tout genre.

2. Les **biens personnels** : qualités, propriétés, droits, qui peuvent servir les intérêts matériels. Tels sont le crédit, les connaissances techniques, les brevets, la clientèle, etc.

Les **services** qui, sans créer de produits, concourent néanmoins à la satisfaction des besoins matériels.

Dans le langage économique, le mot **bien** ne s'entend que dans un sens relatif, non dans un sens absolu : l'alcool, qui ruine l'organisme du buveur, s'appelle un **bien** parce qu'il satisfait un désir.

D'autre part, tant qu'un acte d'appropriation n'a pas été exécuté par l'homme, l'objet si utile qu'il soit ne saurait être considéré comme un bien, comme **une richesse** : il en est ainsi, par exemple, du fruit qui pend à l'arbre, des minerais enfouis dans la terre, tant qu'ils n'ont pas été cueillis ou extraits.

## 6. Division de l'économie politique

Les lois économiques se répartissent en quatre groupes :

1. Les lois de la **production**.
2. Les lois qui assurent entre les collaborateurs une équitable **répartition** des utilités créées.
3. Les lois qui président aux échanges et réalisent la plus rapide **circulation** et la meilleure **distribution** des produits.
4. Les lois qui dictent les règles d'une **consommation** sage et prudente des biens économiques.

Nous nous bornerons ici à l'étude des deux premières parties : la **production** et la **répartition**.

## RESUME I

### Notions générales

Définition	Science des phénomènes sociaux relatifs à l'acquisition des <i>biens matériels</i> .
Principes généraux	<ol style="list-style-type: none"><li>1. L'activité humaine déployée en vue de l'acquisition de ces biens est <i>l'activité économique</i>.</li><li>2. Des <i>règles générales</i> assurent à ce travail une meilleure efficacité.</li><li>3. L'acquisition de ces biens matériels ne doit pas faire perdre de vue les préoccupations d'<i>ordre supérieur</i>.</li><li>4. Les biens matériels sont des <i>moyens et non pas une fin</i>.</li><li>5. L'homme doit, dans la poursuite de ces biens, tenir compte des <i>droits de ses semblables</i>.</li><li>6. Les <i>modes d'activité économique</i> ne sauraient donc être en contradiction avec le bien supérieur de l'individu ou avec l'intérêt collectif de la société.</li></ol> <p>L'économie politique est <i>subordonnée</i> :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. à la <i>morale</i> qui dirige et <i>ordonne</i> toute l'activité humaine ;</li><li>2. à la <i>sociologie</i> dont elle est une branche ;</li><li>3. à la science <i>politique</i>, son but étant de promouvoir la prospérité matérielle.</li></ol> <p>Elle est <i>aidée</i> dans ses recherches :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. par la géographie et l'histoire ;</li><li>2. par la statistique et les sciences technologiques.</li></ol>
Objet	Les phénomènes relatifs aux biens économiques : production, travail, capital.
But	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Permettre d'éviter les tâtonnements.</li><li>2. Promouvoir la prospérité matérielle du pays.</li></ol>
Ecoles	<p><i>Classique</i> : ne veut pas l'intervention de l'Etat.</p> <p><i>Socialiste</i> : veut remettre la propriété des moyens de production à l'Etat : sacrifie la personnalité humaine à la collectivité.</p> <p><i>Solidariste</i> : se refuse à asservir l'individu à la collectivité : substitue à la formule étatiste l'association ; mais veut le contrôle de l'Etat.</p>

Les besoins humains	<ol style="list-style-type: none"><li>1. L'activité économique poursuit la recherche des besoins d'ordre matériel, mais contribue indirectement à la satisfaction des besoins d'ordre supérieur.</li><li>2. Ces besoins sont immuables et variables à la fois. Besoins naturels : nourriture, vêtement, logement. Besoins secondaires, souvent factices : toilette, plaisirs.</li><li>3. La hiérarchie en est arbitraire, varie suivant les individus, les sociétés.</li><li>4. Ils se propagent sous l'influence de l'exemple, de l'esprit d'imitation, l'habitude.</li><li>5. Les besoins économiques doivent rester subordonnés aux besoins d'ordre supérieur.</li></ol>
Les biens économ.	<p><i>Définition</i> : tout ce qui contribue directement ou indirectement à satisfaire les besoins matériels de l'homme.</p> <p><i>Distinction</i> : Biens matériels ou réels : matières premières de tout genre. Biens personnels. qualités, propriétés, droits. Services publics ou privés, qui concourent à la satisfaction des besoins d'ordre matériel.</p>
Division de l'économie politique	<ol style="list-style-type: none"><li>1. La production.</li><li>2. La répartition.</li><li>3. La circulation.</li><li>4. La consommation.</li></ol>

---



## PREMIERE PARTIE

# LA PRODUCTION

## INTRODUCTION

Le phénomène de la production ne consiste pas à **créer**. Créer, c'est tirer quelque chose du néant ; c'est le propre de Dieu.

L'homme peut produire ; au sens économique du mot, c'est « donner de l'utilité aux choses ou augmenter celle qu'elles possédaient déjà ». La production consiste donc à **s'approprier** un bien utile : exploitation d'une forêt, d'une mine, d'une carrière ; à **transformer** une matière première en une chose utile : la peau des animaux en cuir, en fourrures ; à **augmenter** la valeur d'un produit ou son utilité par le transport, l'échange ; ainsi le caoutchouc du Congo, le blé du Canada acquièrent de la valeur par leur transfert sur nos marchés.

Trois facteurs concourent à la production de la richesse :  
la nature,  
le travail,  
le capital.

## LA NATURE

### 1. Ce qu'elle fournit à l'homme

La nature est le premier facteur de la production. Si, bien souvent, elle oppose des obstacles aux entreprises économiques de l'homme, elle n'est pas moins indispensable à l'accomplissement de ses plans.

La nature, c'est-à-dire la terre et les forces naturelles, fournit à l'homme :

1. Le sol ou l'emplacement,
2. Le climat,
3. Les conditions géographiques,
4. Les agents ou forces naturelles.

**Le sol** fournit à l'homme le terrain sur lequel il édifie sa demeure, ses installations industrielles ou agricoles ; il lui livre les matières premières que son travail transforme en utilités économiques ; il nourrit les végétaux et les animaux qui, à tant de titres divers, concourent à la satisfaction de ses besoins.

**Le climat** règle la distribution de la flore et de la faune, exerce une influence profonde sur les besoins matériels des peuples et sur leurs aptitudes, imprime son orientation à l'activité humaine : chasse, pêche, élevage, cultures. Les prodigalités d'un climat généreux ne laissent pas toutefois de paralyser le travail des habitants ; dans les régions tropicales, la civilisation ne s'établit d'ordinaire qu'au prix d'une lutte pénible contre une nature trop exubérante.

**La constitution géographique** d'une contrée remplit un rôle analogue : autres sont les ressources de la plaine, autres celles de la montagne ou des plateaux. La configuration du sol guide le courant des échanges par les facilités ou les obstacles qu'elle apporte à la création et au développement des voies de communication. Dans ce domaine, la nature a longtemps dicté tyranniquement ses lois et ce n'est qu'au cours du siècle dernier que l'homme, grâce à de prodigieuses inventions, s'est affranchi de ce joug. Les rapides et récents progrès de l'aviation lui promettent une plus grande indépendance encore.

La nature met au service de l'homme des **forces** qui réduisent son effort dans des proportions considérables. L'industrie n'a guère capté encore qu'une faible partie de ces ressources précieuses. Que l'on songe aux réserves inépuisables d'énergie que constituent la force motrice des cours d'eau, le souffle des vents, la puissance des vagues, des flots des marées, la chaleur solaire. L'avenir réserve à l'homme des conquêtes dont il est impossible de calculer la portée.



## 2. Influence de la nature sur l'homme et de l'homme sur la nature

On a dit que la nature représente l'**élément passif** et le travail humain l'**élément actif** de la production. Rien, cependant, n'est plus actif que les forces naturelles : celles du vent, de la vapeur, de l'eau sont toujours agissantes. Mais on veut dire par là que la nature agit d'une façon régulière, uniforme qui ne s'accroît ni ne se modifie. L'homme, au contraire, par son ingéniosité, ses efforts peut influencer sur la nature et rendre la production plus appropriée aux besoins humains.

La nature intervient puissamment dans la production par l'influence indirecte qu'elle exerce sur le caractère d'un peuple. Le climat, les conditions du milieu physique contribuent pour une large part à façonner les **aptitudes d'une race**, à lui communiquer des capacités spéciales.

Il ne faut pas exagérer ce rôle : ce serait oublier qu'en dépit de sa faiblesse matérielle, l'homme domine de toute la **supériorité de son intelligence** et de sa **liberté** les forces aveugles de la nature. C'est lui qui dirige et seconde par l'observation et la réflexion cette force inconstante ; c'est lui encore qui la féconde de ses sueurs et la discipline.

Ainsi, il modifie, corrige les **conditions naturelles** provenant du relief ou de la configuration générale : percement d'isthmes, de tunnels ; il agit sur le **climat**, par le reboisement, ou le déboisement, par l'assainissement des marais ; sur le **sol**, par des amendements appropriés, par des engrais, par le défrichement : plan Wahlen ; sur les **cours d'eau**, par la construction de canaux latéraux, canaux de jonction, construction de barrages et lacs artificiels ; sur la **faune** et la **flore** : répartition nouvelle des espèces animales et végétales.

## 3. Conclusion

1. L'étude de la nature et de ses merveilles **doit nous faire admirer la sagesse, la bonté et la libéralité du Créateur**, qui a su pourvoir si largement et si harmonieusement à tous les

besoins de l'humanité. Au spectacle de cette Providence s'évanouissent les craintes dont Malthus s'est fait l'interprète ; les générations humaines conviées à la vie ne manqueront de rien tant que Dieu voudra prolonger l'existence de ce monde.

**2. La nature ne traite pas de la même manière tous les peuples et toutes les régions.** Il en résulte :

a) qu'on ne saurait prétendre soumettre toutes les nations à la même organisation politique, sociale et économique. C'est ce qu'oublient les socialistes niveleurs et les partisans d'une législation internationale, partout identique, du travail.

b) que les peuples plus favorisés doivent accorder aux nations moins bien partagées une juste participation à leurs richesses, soit par le commerce international, soit par l'accueil bienveillant qu'ils offriront aux immigrants étrangers. Ce dernier point soulève, sans doute, parfois, de délicats problèmes, mais une grave nécessité seule peut légitimer, en cette matière, une politique de restriction.

c) Les ressources naturelles ne se présentent pas toutes en quantité illimitée ; un peuple ne peut donc pas exploiter, à la manière d'un prodigue égoïste et imprévoyant, les ressources que la Providence lui a départies. Il doit ménager son bien dans l'intérêt des générations futures. Problèmes de la déforestation, exploitation des mines, régime des eaux, surproduction amenée parfois par la monoculture, etc.

d) Ces considérations nous montrent ainsi l'importance que revêtent les problèmes de l'échange, de la colonisation, de l'immigration.

**3. L'homme a une valeur en face de la production,** mais cette valeur diffère d'individu à individu : race, pays, éducation.

L'homme adulte est le résultat d'une foule de facteurs : milieu physique, hérédité, volonté, travail personnel, expérience.

Le fonds acquis par une nation est le travail des générations passées.

Ce classement des hommes, comme ce fonds acquis, se modifie, se corrige, se développe par l'effort soit individuel, soit collectif, et c'est ce fonds ainsi acquis qui s'appelle le **capital** ; cet effort, au contraire, constitue le **travail**.

## RESUME II

### La production

La production	<p>Le phénomène de la production consiste :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. A s'approprier un bien utile : fruits de la terre, produits du sous-sol.</li><li>2. A transformer une matière première ou un objet utile.</li><li>3. A augmenter la valeur d'un produit par l'échange.</li></ol>
	<p><i>Ses facteurs :</i></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. La nature.</li><li>2. Le travail.</li><li>3. Le capital.</li></ol>
	<p>Elle est l'<i>agent indispensable</i> de la production ; elle fournit :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Le sol, l'emplacement.</li><li>2. Le climat.</li><li>3. Les conditions géographiques.</li><li>4. Les agents naturels.</li></ol>
La nature	<p><i>Son influence sur l'homme :</i></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Directe, sur la production.</li><li>2. Indirecte, sur les aptitudes de la race, sur le caractère, les habitudes de l'homme.</li></ol>
	<p><i>L'homme domine la nature :</i></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Il la dirige et la seconde.</li><li>2. Il la féconde et la discipline.</li></ol>
	<p><i>Conclusion</i></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. L'observation de la nature incite à la confiance en Dieu.</li><li>2. Les dons de la nature sont inégalement répartis.</li><li>3. Les nations favorisées ne doivent pas se murer dans un égoïsme étroit, d'où importance des problèmes de l'échange et de la colonisation.</li><li>4. La valeur de l'homme en face de la production varie d'individu à individu et se modifie sans cesse.</li></ol>

# LE TRAVAIL

## 1. Notions générales

La nature met à la disposition de l'homme la matière première de la richesse. C'est le travail de l'homme qui adapte ces matériaux aux besoins de l'humanité, les transforme en **utilités économiques**.

### Nature du travail

1. « Le travail économique est l'application de l'activité humaine à la production d'une utilité. » L'acte du travail contient un double élément :

- a) **un effort musculaire** qui se résout toujours en un mouvement, un déplacement. Comparée à d'autres forces, la puissance musculaire de l'homme est une des plus faibles qui existent : force animale, force des éléments de la nature ;
- b) **un acte d'intelligence** qui rend ce simple effort créateur de résultats admirables. On aurait donc tort d'exalter l'élément matériel, musculaire, au détriment de l'élément spirituel, qui en fait un **acte humain**.

2. D'après l'importance relative des deux éléments qui constituent le travail humain, on peut distinguer :

- a) le travail **non qualifié** où l'élément musculaire est prépondérant : le travail du manoeuvre, du laboureur, du mineur ;
- b) le travail **qualifié** où domine l'élément intellectuel : technicien, chimiste, médecin, professeur ;

- c) le travail de **direction** et le travail d'**invention** : entrepreneur, architecte, directeur d'atelier, d'usine, etc.

Plus le travail sera intellectuel, plus il sera fécond en résultats économiques.

3. Certaines formes d'activités aboutissent **indirectement** par leurs résultats à la production économique, tels sont :

- a) les travaux qui ont pour objet d'accroître les capacités productives des hommes : l'étude des savants, l'enseignement, les fonctions administratives de l'Etat ;
- b) les services de toute nature dont la rémunération assure la subsistance de ceux qui les fournissent : travail du médecin, de l'avocat, des serviteurs, etc.

### **Dignité du travail**

Longtemps le travail, le travail manuel en particulier, a été l'objet d'un dédain, d'un mépris immérité. Il a été réhabilité par le christianisme qui en a souligné la dignité. Sa valeur morale lui vient :

- a) de sa **nature** : le travail est un acte humain, le fruit d'une pensée humaine, la réalisation d'un dessein humain ;
- b) de sa **destination** : le travail est l'instrument indispensable qui permet à l'homme de « gagner sa vie », c'est-à-dire de pourvoir à sa subsistance et à l'entretien de sa famille.

Il est un élément nécessaire du bon fonctionnement de l'organisme social. Il fait de l'homme le **collaborateur de Dieu** et lui permet d'adapter les dons de la nature aux multiples besoins de l'humanité : laboureur, vigneron, artisan, professeur, prêtre, tous continuent l'œuvre de Dieu, et c'est une gloire pour l'homme ;

- c) de sa **mission civilisatrice**. C'est surtout par l'effort intellectuel qu'il exige que le travail remplit son rôle civilisateur. Là où la nature dispense l'homme de tout effort, où il n'y a qu'à ramasser, saisir ou cueillir les fruits spontanés de la terre, l'homme ne se préoccupe guère de multiplier ses forces ou de perfectionner ses engins. Ce n'est qu'en présence d'une nature rebelle ou avare qu'il réfléchit, combine, calcule pour triompher plus sûrement des résistances auxquelles il se heurte.

Cette dignité n'appartient au travail que dans la mesure où il est mis au service des **vrais intérêts** de la civilisation. Il en résulte qu'on ne peut traiter le travail comme une **marchandise vulgaire** et le travailleur comme un **simple instrument de production**. Le travail est, avant tout, un **acte humain** : à ce titre, il réclame une considération particulière dans les transactions économiques dont il est l'objet, spécialement dans le **contrat de travail**.

### Nécessité du travail

Il faut travailler pour vivre, c'est une **nécessité naturelle** : « Comme l'oiseau est fait pour voler, l'homme est fait pour travailler ». Quelques considérations s'imposent :

- a) l'homme ne peut ni ne pourra jamais se soustraire à la loi qui lui a été imposée : « **C'est à la sueur de son front qu'il mangera son pain.** »
- b) il lui est permis cependant de chercher à rendre le travail plus facile, en améliorant sa condition : c'est le rôle de la civilisation, du progrès ;
- c) mais si ce progrès n'est que matériel et ne se traduit pas par un progrès moral, ce progrès même devient un danger. L'homme se porte alors vers les jouissances basses et matérielles qui le détournent de sa fin supérieure. Notre époque de décadence confirme, hélas ! cette vérité ; la crise que nous subissons est avant tout une crise d'ordre moral.

Nécessité donc d'un **juste équilibre** dans l'activité humaine, nécessité d'un **équilibre des valeurs** ; valeurs morales et spirituelles d'abord, valeurs matérielles subordonnées aux premières.

### Education des travailleurs

C'est l'intelligence qui guide la main : il est donc souverainement important de développer la culture intellectuelle des travailleurs, si l'on veut accroître le rendement de l'activité économique d'un peuple.

**1. Instruction générale.** Elle développe les capacités, contribue à l'éducation. Elle donne de la trempe au caractère, surtout par la formation morale et religieuse. Elle donne

en troisième lien le sens des responsabilités. On ne saurait donc en exagérer la valeur économique.

**2. Education professionnelle.** L'instruction générale ne suffit pas ; il faut la préparation directe à la profession choisie, c'est-à-dire l'éducation professionnelle. On distingue à cet égard :

- a) L'enseignement technique du **personnel dirigeant** : il se donne dans les écoles supérieures : Technicum, Polytechnicum, Université.
- b) L'enseignement des **employés** : écoles de commerce, cours professionnels et commerciaux.
- c) L'enseignement des **artisans et ouvriers, agriculteurs, ménagères** : ateliers d'apprentissage, écoles et cours industriels, écoles d'agriculture, écoles rurales et cours ménagers.
- d) Il faut citer aussi les **institutions** qui ont pour but de perfectionner les notions acquises : cours de perfectionnement, expositions et concours, musées industriels et professionnels. Notons chez nous : la Foire Suisse d'Echantillons, La Semaine Suisse, le Comptoir Suisse.

**3. Orientation professionnelle.** Chaque métier, chaque profession requiert des aptitudes spéciales. Le choix de la vocation ne doit pas être laissé au caprice de l'enfant qui est incapable de s'orienter, ni même à la seule volonté souvent mal intentionnée des parents, qui voient uniquement le gain immédiat. De là, l'importance des « Bureaux ou Offices d'orientation professionnelle » créés durant ces dernières décades et qui sont à même de guider le choix des parents. En Valais, cet Office est rattaché au Département de l'Instruction publique, à Sion.

---

## RESUME III

### Le travail

Sa nature	<p>Le travail économique est l'application de l'activité humaine à la production d'une <i>utilité</i>. Il comprend deux éléments :</p> <p>un effort musculaire ; un effort d'intelligence, qui en fait un acte humain.</p> <p>On distingue :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Le travail <i>non qualifié</i> où domine l'élément <i>musculaire</i>.</li><li>2. Le travail <i>qualifié</i> où domine l'élément <i>intellectuel</i>.</li><li>3. Le travail de <i>direction</i>.</li></ol>
Sa dignité	<p>Elle est basée :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. sur la nature du travail : <i>acte humain</i>.</li><li>2. sur sa destination : il permet à l'homme de gagner sa vie.</li><li>3. sur sa mission civilisatrice.</li><li>4. Le travail ne doit donc pas être considéré comme une <i>marchandise</i> vulgaire, ni le travailleur comme un simple <i>instrument de production</i>.</li></ol>
Sa nécessité	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Nécessité naturelle : l'homme ne pourra jamais se soustraire à la loi du travail.</li><li>2. Il lui est loisible de tendre à améliorer sa condition.</li><li>3. Le progrès matériel doit toujours se traduire par un progrès moral : équilibre entre valeurs matérielles et valeurs morales.</li></ol>
Education des travailleurs	<p>L'intelligence guide la main, d'où nécessité de développer la culture intellectuelle :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. par l'instruction générale à tous les degrés ;</li><li>2. par l'éducation professionnelle du personnel dirigeant, des employés, des artisans, des ouvriers ;</li><li>3. par l'orientation professionnelle.</li></ol>



## **2. Le travail et l'industrie**

Dans un sens large, le mot « industrie » s'entend de tous les travaux qui ont pour objet la production des richesses. On groupe généralement les industries en cinq classes :

1. **Les industries extractives** qui puisent au sein de la nature les matières et substances utiles : cueillette des fruits, pêche, exploitation des forêts, des carrières, des mines, des tourbières, des salines.

2. **L'industrie agricole** qui fait produire au sol les substances nécessaires à la nourriture de l'homme, à son vêtement : végétaux, produits alimentaires et textiles.

3. **L'industrie manufacturière** qui consiste à transformer, à façonner, soit avec la main de l'homme, soit avec le concours des forces physiques et chimiques, les matières qu'ont livrées l'industrie extractive et l'industrie agricole : produits textiles, métallurgiques, chimiques, alimentaires, etc.

4. **L'industrie du commerce.** Elle réunit les marchandises, les conserve, les répartit et les met à la disposition des consommateurs : commerce de gros, de mi-gros, de détail.

5. **L'industrie du transport** facilite la précédente et augmente la valeur des produits en les déplaçant des régions où ils sont trop abondants vers les lieux où ils sont trop peu abondants : laine, soie, coton, blé, caoutchouc, produits miniers, bois divers, etc. Beaucoup de denrées n'ont d'utilité qu'à la condition d'être transportées, des pays qui les ont produites, dans une contrée qui en marque. C'est le cas du blé pour le Canada, par exemple.

### **Valeur productive des diverses industries**

Les trois premières classes d'industries sont les plus importantes et personne ne contestera leur valeur productive : l'agriculture prime évidemment toutes les autres.

On s'est demandé, au contraire, si les travaux des autres classes, y compris les fonctions publiques, sont elles aussi, productives : transport, commerce, professions libérales.

## **Le commerce**

Il n'agit pas sur la matière, il ne la transforme pas, mais il exerce sur la production une influence appréciable :

- a) Grâce au commerce, le consommateur n'a pas besoin d'acheter à l'avance et en grandes quantités.
- b) Le producteur n'est pas tenu d'assurer lui-même l'écoulement de ses produits.
- c) Le commerce alimente les transports, il donne d'utiles renseignements aux producteurs et aux industriels.

## **Le transport**

- a) Il augmente la valeur des produits « aux deux bouts du fil » suivant une expression imagée, c'est-à-dire il rend service au producteur et à l'acheteur.
- b) Il permet à l'industrie agricole et à l'industrie manufacturière d'étendre le cercle de leurs débouchés.
- c) Il permet à chaque pays de se livrer principalement aux productions pour lesquelles la nature l'a doué spécialement, et de se procurer, par voie d'échange, les autres produits dont il a besoin : le transport ajoute, par là, à la puissance de l'humanité.

Toutes ces classes d'activités participent ainsi à la production ; mais elles peuvent présenter **une surabondance de rouages** et, partant, **d'abus**.

Il y a souvent un trop grand nombre d'intermédiaires : de là, augmentation du coût de la marchandise.

Autre conséquence : développement des sociétés coopératives, d'où ruine du petit commerce.

« La tendance des peuples mous, a-t-on dit, est de s'encombrer de commerçants au détail ». C'est le cas chez les Musulmans.

Il y a des lignes mortes, sans activité suffisante.

Lignes concurrentes.

Ports coûteux et sans vie.

**Conséquences :** augmentation onéreuse des impôts, capitaux morts qui auraient peut-être rendu d'utiles services dans l'agriculture. L'extension des transports doit suivre les progrès des autres industries.

La même question de productivité se pose pour les **professions libérales**, les fonctions publiques et les services personnels. Ces classes de travailleurs concourent à la production quand elles ne sont pas en nombre excessif.

Supprimez les gendarmes, les juges : chacun sera tenu de s'armer, de faire la police autour de son champ ou de sa demeure. Mais le nombre en doit être proportionné à celui de l'ensemble de la population. Ainsi de toutes les professions.

### **Conclusion**

En principe toutes les industries sont productives. Une réserve s'impose pour les trois dernières catégories : garder une juste proportion.

La **profession agricole** est toujours productive, donc : supériorité de l'agriculture sur les autres industries qui ne devraient augmenter et se développer que dans les proportions où s'accroît l'agriculture elle-même. C'est une erreur d'attirer, d'une façon inconsiderée, les travailleurs de la campagne vers les professions libérales. Nous devons revenir à une plus grande estime de l'agriculture et de l'agriculteur : la situation créée par le conflit mondial nous a fort heureusement réappris cette importante vérité.

---

## RESUME IV

### Le travail et l'industrie

Sens large : le mot « industrie » comprend tous les travaux qui ont pour objet la production de la richesse.

Groupes	1. Les industries extractives : mines, carrières, forêts.
	2. L'industrie agricole.
	3. L'industrie manufacturière : alimentation, textiles, etc.
	4. L'industrie du commerce.
	5. L'industrie des transports.
Valeur respective	1. Les trois premières classes sont les plus importantes.
	2. L'agriculture prime toutes les autres.
	3. On a contesté la valeur productive du commerce et de l'industrie des transports.
	4. Le commerce rend service au consommateur et au producteur ; il alimente les transports.
	5. Le transport augmente la valeur des produits <i>aux deux bouts du fil</i> . Il permet à chaque pays de se spécialiser.
	6. Ces diverses industries ne doivent pas présenter une surabondance de rouages.
	7. Les professions libérales peuvent présenter les mêmes dangers : pas de fonctions ni de fonctionnaires inutiles.

### 3. Organisation et division du travail

Au sein de la société, l'homme ne travaille pas de façon isolée à produire tout ce qui est indispensable à la satisfaction de ses besoins : logement, nourriture, vêtement. Il s'établit, entre les travailleurs, une coopération plus ou moins étroite, plus ou moins complexe, une division du travail, grâce à laquelle l'homme trouve le moyen de multiplier le rendement de ses efforts.

Ainsi, **coopération** et **division** sont les deux principes que nous trouvons à la base de l'organisation du travail.

Dans les opérations **simples**, les associés se contentent **d'additionner** leurs efforts, chacun effectuant le même travail. C'est le cas des terrassiers, des maçons, des moissonneurs, des pêcheurs. Dans les opérations **complexes**, les associés **divisent** entre eux la tâche à accomplir, chacun se spécialisant dans un seul des actes que requiert l'achèvement du produit : c'est la division proprement dite du travail.

#### Division du travail

Il existe plusieurs formes de la division du travail, dont voici les deux principales :

**Division professionnelle** : c'est un phénomène économique naturel. Au lieu de produire lui-même tous les objets nécessaires à sa subsistance, chaque individu ou chaque famille borne son activité à la production d'une seule utilité économique et se procure, par voie d'échange, les autres objets dont il a besoin.

**Ex.** : Paul qui aime le travail au grand air sera agriculteur ; son frère Louis sera meunier ou boulanger. Tel autre sera commerçant ou encore instituteur ou médecin, prêtre ou missionnaire.

**Division des tâches** ou **division technique** : c'est la division, au sein même de l'atelier, du travail relatif à la confection d'un objet.

**Ex. :** Atelier d'horlogerie, de menuiserie, de mécanique, manufacture de chaussures, de cigares, etc. Les ouvriers sont répartis en équipes ou groupes n'exécutant chacun qu'une partie toujours identique de l'opération productrice.

L'organisation du travail **n'est pas stable** : elle est sans cesse en mouvement, se modifiant, se perfectionnant continuellement, au gré des événements et des inventions. D'une façon générale, le nombre et la spécialisation des professions tend à augmenter avec la civilisation.

Une autre tendance est la division **géographique** du travail : chaque pays, chaque région, chaque race se spécialise dans des productions pour lesquelles la nature l'a particulièrement outillée.

**Ex. :** La Grande-Bretagne, dans l'industrie : l'Argentine, dans l'élevage ; le Brésil, dans la culture du café ; le Jura, dans l'horlogerie ; le Valais, dans la culture de la vigne.

Cette spécialisation a commencé avec les grandes découvertes maritimes et a atteint, peut-on croire, son apogée à notre époque. Elle a été favorisée par l'extension et la rapidité des communications internationales et mondiales. Il en résulte que les individus et les nations comptent réciproquement les uns sur les autres pour se procurer **par l'échange** les produits qui leur manquent : cette spécialisation crée la **solidarité humaine**. En temps de guerre, de crise, elle détermine une situation difficile voire même dangereuse.

### **Avantages et inconvénients de la division du travail**

La spécialisation des professions ne présente, comme on le conçoit aisément, que des avantages ; en effet :

1. Elle permet à chacun de se livrer au travail qui convient le mieux à ses aptitudes et à ses goûts.
2. Elle facilite l'habileté professionnelle, la sûreté, la dextérité dans le travail.

La **division des tâches**, au contraire, présente tout à la fois des avantages et des inconvénients.

### Avantages

1. Elle présente d'abord les avantages qui caractérisent la spécialisation des professions, entre autres une dextérité, une précision développée à un degré étonnant ; cela par la répétition du même acte, du même mouvement, le plus souvent **machinal**.
2. Elle réalise une économie de temps et d'efforts et par conséquent une augmentation sensible de la production ; l'ouvrier faisant toujours le même détail emploie les mêmes instruments, le plus souvent une machine, qui est ainsi **toujours mise en valeur**.
3. Elle réduit la durée de l'apprentissage : l'ouvrier gagne plus vite sa vie.
4. Elle adapte le travail, par la variété des tâches, à des forces plus faibles : femmes, enfants, infirmes, tout spécialement pour les travaux qui requièrent plus d'attention que de force physique, plus de patience que d'intelligence ou de savoir-faire.
5. Elle offre à l'introduction des machines des possibilités nouvelles : l'opération réduite en tâches parcellaires peut être exécutée par la machine. Elle permet ainsi la **production en séries** : le produit devient moins coûteux.

En résumé, la division des tâches augmente la productivité du travail dans de fortes proportions et développe chez l'ouvrier des qualités de sûreté vraiment remarquables.

### Inconvénients

1. L'apprentissage est diminué, mais la **valeur professionnelle** de l'ouvrier l'est également. Ne sachant faire qu'une tâche, le travailleur se trouve davantage à la merci de la maison qui l'emploie. S'il est congédié, il trouve difficilement à se placer.
2. Il aime moins **son métier** ou plutôt son travail, n'ayant pas la possibilité d'en apprécier le résultat final : il n'est plus un **artisan**, comme l'ouvrier de jadis. Son habileté même profite plus au patron qu'à lui-même. La monoto-

nie de sa tâche peut provoquer parfois un certain abrutissement ensuite de la répétition d'opérations très simples et dépourvues de tout intérêt.

3. La production en masse, **par séries**, rendue possible par la division du travail a l'inconvénient de jeter sur le marché une forte quantité de produits qui, à un moment donné, dépasse les besoins de la consommation, amène un arrêt de la production et détermine le chômage.
4. La division du travail a ouvert les portes de la fabrique, de l'usine, à **la femme**. Or, le gain de la mère de famille ne compense pas, généralement, les graves inconvénients qu'entraîne son éloignement du foyer : éducation des enfants compromise, intérieur familial délaissé. Le milieu naturel de la mère de famille reste le foyer.

Il ne faut pas, cependant, exagérer ces inconvénients. Il appartient à la **législation** de chaque Etat de veiller à une organisation rationnelle du travail dans les fabriques. De réels progrès ont été réalisés chez nous dans ce domaine : Loi fédérale sur le travail dans les fabriques, Loi fédérale sur la formation professionnelle, Introduction du Registre professionnel, etc.

En 1943, a été institué à Sion un « Office social » dont la tâche codifiée est la suivante :

« Protection ouvrière ; repos hebdomadaire ; surveillance des conditions de travail dans les fabriques, mines, chantiers et entreprises diverses ; contrats collectifs ; salaires et allocations familiales. » En outre l'Office renseigne et conseille les autorités communales et les particuliers sur les questions de son ressort ; il assure la liaison entre le Gouvernement et les Organisations professionnelles du canton.

---



## RESUME V

### Organisation du travail

Ses bases	Coopération et division.
	Coopération <i>simple</i> : addition des efforts en vue d'un même résultat.
	Coopération <i>complexe</i> : division des professions et des tâches.
Division	1. Division <i>professionnelle</i> : phénomène social naturel qui permet à chacun de choisir une activité en rapport avec ses aptitudes.
	2. Division des <i>tâches</i> : consiste dans une division du métier au sein de la fabrique, de l'atelier.
	3. Division <i>géographique</i> : spécialisation des pays, des régions ; elle crée une étroite solidarité.
Avantages	Spécialisation des <i>professions</i> :
	1. Elle permet à chacun de se livrer à une activité propre.
	2. Elle facilite l'habileté professionnelle.
	Division des <i>tâches</i> :
	1. Elle présente les mêmes avantages, mais à un degré plus haut.
	2. Elle réalise une économie de temps et d'efforts, augmente la productivité, réduit la durée de l'apprentissage.
	3. Elle permet d'adapter le travail à toutes les forces.
Inconvénients	4. Elle rend possible l'emploi des machines.
	1. L'apprentissage étant diminué, la valeur professionnelle l'est également.
	2. L'ouvrier aime moins son métier, <i>sa tâche</i> .
	3. La production par séries détermine facilement la surproduction et le chômage.
Conclusion	4. Elle ouvre les portes de l'usine à la femme.
	Il appartient à la législation de veiller à une organisation rationnelle du travail.

## 4. Les machines

De tout temps, l'homme a cherché, dans des instruments appropriés, le moyen de multiplier l'efficacité de ses efforts.

Ce furent d'abord de **simples outils**, adaptés à la main de l'ouvrier. On recourut ensuite à des appareils plus complexes: les **métiers** ou instruments à organes multiples, que la force musculaire de l'homme met en mouvement et dirige. Enfin l'application à ces outils des **forces naturelles**: chutes d'eau, vent, vapeur, électricité, en allégeant encore davantage la tâche de l'ouvrier, la réduit à une simple fonction de contrôle. C'est désormais la machine qui accomplit presque tout le travail.

### Avantages des machines

Ces avantages sont incontestables :

1. Sous la surveillance d'un seul ouvrier la machine produit autant que l'eussent fait, sans son secours, des milliers de bras.
2. La machine obtient, dans l'ordre de la puissance, non moins que dans l'ordre de la précision, des merveilles que seules les forces de l'homme ne produiront jamais ; elle excelle dans l'infiniment grand et dans l'infiniment petit.
3. Par la rapidité de ses opérations et l'inlassable continuité de son travail, elle réalise une considérable économie de temps.
4. La machine réduit les déchets en permettant une plus complète utilisation de la matière première ou le traitement des sous-produits : qu'on songe à tous les produits secondaires obtenus aujourd'hui dans la distillation de la houille.
5. Elle diminue, en beaucoup de cas, la fatigue et les risques de l'ouvrier ; d'ailleurs les installations plus vastes que réclame son adoption ont amélioré les conditions hygiéniques de l'atelier.

6. Enfin, par la réduction des frais de production, les machines ont rendu possible une diminution proportionnelle des biens économiques ; de là le bon marché d'articles autrefois très chers : livres, objets de luxe, soieries, montres.

### **Critiques soulevées par leur emploi**

Toutes les machines, sans exception, ont été au moment de leur invention, l'objet des colères et des haines populaires ; leur emploi continue à soulever de graves critiques :

1. **La machine a asservi l'ouvrier**, dont la vie est rigoureusement réglée sur son mouvement. Elle économise l'effort musculaire de l'ouvrier, mais elle exige de lui une attention plus intense, une activité plus fébrile.
2. **La machine a introduit la femme à l'usine**, faisant le vide au foyer. On devine les conséquences désastreuses de ce mal social.
3. **La machine exproprie l'ouvrier** qu'elle remplace par des forces moins chères.

A ce grief, qui a souvent provoqué des rebellions, on oppose la loi dite de **compensation** : « La machine dégage, c'est-à-dire rend disponibles, en même temps que du travail, du capital et du revenu. » Le prix des produits baissant, la demande s'en accroît et provoque une demande plus intense qui rappelle à l'usine l'ouvrier éliminé momentanément par la machine. Le capital épargné, grâce à la machine, cherche un emploi dans de nouvelles industries : un nouveau débouché s'ouvre ainsi à la main-d'œuvre.

En réalité, la loi invoquée n'agit pas avec la promptitude et la souplesse qu'on pourrait imaginer :

- a) les ouvriers ne bénéficient que dans une faible mesure de la réduction des prix. L'influence des machines sur la valeur des **denrées alimentaires** est restreinte ; or, c'est cet article qui grève surtout les budgets populaires.
- b) La compensation est généralement lente à ouvrir de nouveaux emplois. Que feront les ouvriers dépossédés de leur situation par la machine, en attendant ?

- c) Enfin les fonds que l'emploi des machines permet d'économiser vont souvent chercher un emploi dans des industries ou dans des pays inaccessibles à l'ouvrier dépossédé.

### **Conclusion**

Les machines sont des auxiliaires précieux dont il serait insensé de repousser les services.

Mais leur introduction, en révolutionnant l'industrie, a infligé de graves souffrances aux classes ouvrières.

Le profit qu'elles apportaient n'a pas été équitablement partagé entre les producteurs ; le sort des travailleurs n'en a guère été allégé : seuls les capitalistes en ont recueilli le principal avantage.

Enfin l'extension du machinisme a favorisé la concentration industrielle au grand détriment des petites entreprises et des classes ouvrières.

---

## RESUME VI

### Les machines

Définition	Appareils destinés à augmenter la productivité musculaire de l'homme.
Espèces	<p><i>Outil</i> : instrument simple adapté à la main de l'ouvrier.</p> <p><i>Métier</i> : instrument à organes, dirigé par la force musculaire de l'ouvrier.</p> <p><i>Machine</i> : instrument mù par les forces naturelles.</p>
Avantages	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Grande productivité.</li><li>2. Grande puissance de précision.</li><li>3. Economie de temps, grâce à la continuité de travail.</li><li>4. Diminue la fatigue et les risques.</li><li>5. Permet l'emploi des déchets : houille.</li><li>6. Favorise la vulgarisation d'articles autrefois très rares et très chers : livres.</li></ol>
Critiques	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Elles ont asservi l'ouvrier.</li><li>2. Elles ont tiré la femme hors de son milieu naturel.</li><li>3. Elles exproprient l'ouvrier de son gagne-pain.</li></ol> <p>La <i>loi de compensation</i> n'a pas empêché l'ouvrier d'être réellement victime de l'emploi des machines :</p>
Conclusion	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Ses avantages sont presque tous pour le patron.</li><li>2. L'ouvrier ne jouit pas toujours du remploi des capitaux devenus libres.</li><li>3. Les machines sont des auxiliaires précieux : il est regrettable que le profit en ait été recueilli presque uniquement par les capitalistes.</li></ol>

## 5. Les régimes du travail

### Introduction

« L'homme ne travaille pas seulement, comme beaucoup se l'imaginent, pour gagner le plus d'argent possible et en faire gagner son patron. Il n'est pas une machine: il a une âme, une destinée à atteindre, un rôle à jouer dans la société. Il s'ensuit qu'il doit, par son travail, subvenir aux besoins de son corps, mais sans l'épuiser, et garder au milieu de ses occupations le souci de son intelligence à cultiver, de sa famille à élever, de la société à servir, de Dieu à prier.

Toute organisation, tout régime du travail, qui ne respectera pas ces nécessités essentielles sera defectueux et contraire au progrès ». (Morale sociale. Bellenoué.)

En second lieu, notons que, parmi toutes les causes qui influent sur la productivité du travail, il n'en est pas de plus puissante que l'intérêt personnel. Un coup d'œil rapide sur l'histoire des régimes du travail à travers les siècles nous montrera ce qu'il en a été à ces divers points de vue et ce qu'il en est aujourd'hui. Nous distinguerons les phases suivantes qui correspondent aux grandes époques de l'histoire générale.

Antiquité	{ l'esclavage antique le colonat
et Empire romain :	
Moyen-Age :	{ le servage, dans l'agriculture ; les corporations, dans les métiers.
Temps modernes :	{ le salariat ou régime du libre contrat ; les syndicats.

## 1. Régime de l'esclavage

Ce régime a existé presque partout et presque exclusivement jusqu'à l'avènement du Christianisme. Dans l'antiquité, le travail était considéré comme un opprobre. L'homme libre ne travaillait pas, exception faite des **arts libéraux** : littérature, politique, philosophie, éloquence. A Rome, les citoyens pauvres réclamaient de l'Etat, comme un droit, « panem et circus », c'est-à-dire le pain et les jeux.

La condition de l'esclave était horrible, inhumaine ; la voici, en résumé :

1. Il n'a aucun droit civil ni civique, pas de personnalité : il n'existe pas devant la loi.
2. Il n'a pas de famille.
3. Il ne peut posséder de **droit** : le fruit de son travail appartient à son maître.
4. Exceptionnellement, il peut, du bon vouloir de son maître, posséder un **pécule** au moyen duquel il arrive parfois à se racheter, à **s'affranchir**. L'affranchi est libre, il a les droits civils, mais non les **droits civiques**. Le petits-fils de l'affranchi, seulement, devient citoyen.

Dans cette antiquité païenne, les travaux les plus durs, les petits métiers, les défrichements, les transports par bateaux et par caravanes, la construction des routes, des canaux, des ponts, des monuments, l'entretien des maisons et des villes étaient réservés aux esclaves. Et c'était le sort d'innombrables êtres humains. Les riches, en petit nombre, faisaient faire tout le travail de leurs propriétés, souvent d'immense étendue, faisaient fonctionner leurs entreprises de commerce ou de finance par un peuple d'esclaves. Beaucoup de maîtres en possédaient 1000, 2000, ...10000 et plus !

Cet état misérable était tellement entré dans les mœurs du paganisme qu'il recevait l'approbation des grands génies du temps. Aristote, ce grand philosophe grec, ne craignait pas de dire : « L'esclave est une propriété animée et un instrument supérieur à tous les autres. »

L'Eglise, conformément aux leçons de Notre-Seigneur Jésus-Christ, chercha à guérir cette plaie hideuse de l'esclavage par son enseignement et par son exemple. Elle admit les esclaves dans ses églises et à la table eucharistique au même rang que leurs maîtres. Au III<sup>e</sup> siècle, un ancien esclave libéré devint même pape : saint Calixte I<sup>er</sup>. Par l'exemple de ses moines aussi, elle montra en quelle haute estime elle tenait le travail, compagnon inséparable de la prière.

## 2. Le régime du colonat

Entendu dans le sens ordinaire du mot, le colonat consiste à prendre une terre à **ferme** et à payer au propriétaire soit une somme d'argent, soit une prestation en nature. Le colon, ainsi compris, est donc **un fermier**.

Le **colonat antique** est une institution bien différente ; il a pris naissance dans l'empire romain. On le trouve organisé à la fin du III<sup>e</sup> siècle, mais il remonte probablement beaucoup plus haut et se confond avec les colonies militaires établies sur les confins de l'empire dans le but de sauvegarder celui-ci contre les incursions des Barbares ; Angles, Bataves, Germains, etc.

La situation des « coloni » ou colons, quoique peu brillante, marque un progrès sur celle de l'esclave, la voici en résumé :

1. Le colon est un **homme libre**, soumis à l'impôt et tenu au service militaire ; mais il est considéré comme **esclave du fonds**, lié à perpétuité à un domaine. Selon l'expression du droit romain, il est « membre de la terre ». Il a le droit de personnalité mais non tous les droits attachés à la personnalité.
2. Il peut **se marier** et ne doit jamais être séparé de sa femme et de ses enfants.
3. Il a un **propriétaire**, mais non un maître, et sa vie est sacrée.



4. Il peut **posséder**, être débiteur, créancier. S'il meurt sans héritier naturel ou testamentaire, son maître hérite de ses biens.

### 3. Le servage

Le colonat a été la condition générale des travailleurs agricoles sous l'empire romain ; le servage fut celui du **moyen-âge**. Nous le voyons se substituer au colonat après les invasions des Barbares, Ve siècle, sous l'influence du droit ou mieux des **coutumes germaniques**. Son histoire se confond avec celle de la féodalité, les formes qu'il a revêtues ont varié suivant les temps et les lieux. Il y a cependant certains caractères qu'on retrouve à toutes les époques et dans tous les pays où il a existé. C'est à l'**époque carolingienne** qu'il a définitivement remplacé l'esclavage antique.

#### Condition du serf

1. On devenait serf, au moyen-âge, par naissance ou par mariage, quelquefois même par sa propre volonté : « oblates », homme libres s'offrant à des monastères ou églises comme serfs.
2. Comme le colon, le serf est **attaché au sol** où il est né et dont il suit le sort soit dans l'héritage, soit dans la vente : « ad scriptus glebae ».
3. Suivant les coutumes germaniques qui se superposent au droit romain dans les pays conquis, la **suzeraineté** et la **propriété** étant identifiées, le vaincu, le **serf**, ne pouvait être propriétaire de la moindre parcelle du sol, du moins à l'origine. Plus tard et dès les XIIe, XIIIe siècles, le serf put posséder un patrimoine et le léguer à ses enfants.
4. Le serf prenait le produit du sol qu'il cultivait, mais il était tenu de payer au propriétaire une redevance en argent, en fruits, en **corvées** qui variait trop souvent selon les besoins et les caprices du baron féodal, d'où l'expression : « taillable et corvéable à merci ».

Voici les charges qui pesaient ordinairement sur le serf :

**Impôts directs** : la taille, prélevée sur la fortune ;

la capitation, impôt par tête ;

la gabelle, taxe très onéreuse prélevée sur le sel.

**Impôts indirects** : la corvée, les aides — impôt sur les boissons.

En outre, le serf payait le fermage.

5. Deux incapacités principales pesaient sur le serf :

le **formariage** lui interdisait de se marier sans la permission de son maître et en dehors de la terre du seigneur ;

la **mainmorte** ou défense de léguer ses biens à d'autres héritiers qu'à ses enfants vivant à son foyer.

#### **Affranchissement des serfs**

Au début, le servage ne constituait guère un progrès sur l'ancien colonat romain ; mais peu à peu, sous l'influence de la religion et des événements, il s'améliora. Malgré tout, le serf arrivait parfois à faire des économies et c'est avec ces épargnes péniblement réalisées qu'aux XIIIe, XIIIe, XIVe siècles, à l'époque des Croisades et surtout des Communes, beaucoup de serfs achetèrent leur liberté et s'affranchirent. Le servage fut aboli complètement en France, par la Révolution française : Constituante, nuit du 4 au 5 août 1789.

---

## RESUME VII

### Les régimes du travail

Introduc- tion	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Un régime de travail doit assurer à l'homme toute sa subsistance : corps, âme, intelligence.</li><li>2. Il doit s'inspirer du grand mobile de l'intérêt personnel.</li><li>3. L'étude des régimes au cours des siècles est donc d'un haut intérêt.</li></ol>
Ses caractères	<p><i>L'esclavage</i> est le régime de travail de l'antiquité païenne.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. L'esclave n'a aucun droit ni civil ni politique.</li><li>2. Il n'a pas de famille : il est la <i>chose</i> du maître.</li><li>3. Il ne peut posséder de droit : de fait, il arrive qu'il puisse posséder un <i>pécule</i> et <i>s'affranchir</i>.</li><li>4. Le petit-fils de l'affranchi devient citoyen.</li></ol>
Ses caractères	<p><i>Le colonat romain</i> remonte aux colonies militaires, 2<sup>e</sup> siècle.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Le colon est libre, il a la personnalité, mais il reste <i>esclave du fonds</i>, membre de la terre.</li><li>2. Il peut se marier, il a une famille.</li><li>3. Il peut posséder.</li></ol>
Ses caractères	<p><i>Le servage</i> s'est substitué au colonat romain sous l'influence des coutumes germaniques.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Le serf est <i>attaché au sol</i> et en suit le sort.</li><li>2. Il en a la <i>propriété utile</i>, mais le fonds appartient au seigneur, au maître.</li><li>3. Il est astreint à de nombreuses redevances : taille, gabelle, capitation, corvées.</li><li>4. Il est en butte à deux incapacités : mainmorte, formariage.</li></ol> <p><i>L'affranchissement</i> des serfs s'opère dès les XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> siècles : Croisades, Communes.</p>

#### 4. Les corporations

Pendant que les travailleurs de la terre vivaient sous le régime du servage, les ouvriers de l'industrie se groupèrent en associations, en corps de métiers, constituant le régime de la corporation qui a existé durant tout le moyen-âge et qui n'a complètement disparu qu'à la Révolution.

##### Définition et caractères

Les corporations étaient des associations professionnelles **obligatoires** groupant à la fois les patrons, les apprentis, les ouvriers ou compagnons.

Comme association professionnelle, la corporation réglait :

##### 1. la profession et la production

- a) l'**accessibilité** à la profession. Seuls les professionnels pouvaient faire partie de la corporation.
- b) la **hiérarchie** du travail: maîtres, valets ou compagnons, « Geselle », apprentis, et leurs relations réciproques.
- c) les **conditions de travail** : contrat de travail et avec lui salaire, durée du travail ; le maître et le compagnon n'avaient pas le droit de débattre seuls les questions professionnelles.
- d) la **production** elle-même, par l'action des jurandes — Conseil de la profession — qui établissaient les lois professionnelles, réglaient la concurrence, etc.

La conception chrétienne du travail projetée sur toute l'activité de la corporation une lumière de conscience, de dignité, d'honnêteté professionnelle : l'expression « chef-d'œuvre », pièce d'épreuve, est restée caractéristique dans notre langue.

##### 2. La corporation **faisait vivre ses membres** dans le sens complet du mot.

- a) Vie **matérielle** ; les membres formaient une famille professionnelle, étaient soutenus du berceau à la tombe

soit par la corporation, soit par la confrérie qui subvenaient à tous les aléas de la vie : maladie, vieillesse, mort.

- b) **Vie sociale, morale et religieuse.** La corporation possédait souvent « sa maison », signe de sa vitalité. Nombreux vestiges en Europe, dans nos vieilles villes. Chaque corporation avait ordinairement sa confrérie, organisation religieuse qui assumait parfois les charges d'assistance ; souvent la confrérie avait son autel ou sa chapelle dans les églises ou cathédrales.
- c) **Vie politique.** Les corporations ont joué un rôle important dans les cités du moyen-âge ; parfois elles étaient chargées de la police : leur influence a surtout été grande par le rôle qu'ont joué leurs jurandes dans les conseils de la cité. Elles ont pris une grande part au mouvement communal des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> siècles. Villes de Flandres et autres.

La corporation a donc su être tout à la fois **idéaliste et pratique**. Sans négliger les intérêts supérieurs, elle a su faire vivre ses membres ; elle a compris les grands problèmes économiques : union des classes, équilibre entre la production et la consommation. Sans doute, ayant le **monopole** de l'industrie, il y avait un danger : pas de concurrence, pas de stimulant, donc la routine ; le prix laissé à la merci du producteur. Dans la plupart des cas, ces deux écueils ont été évités, grâce à l'esprit de justice qui animait ces associations.

La bienfaisance du travail, le souci du beau étaient également en honneur dans les corporations médiévales.

### **Décadence des corporations : 14<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle.**

Cette décadence fut amenée par les causes suivantes :

- a) le **développement du commerce** et de l'industrie, à la suite des grandes découvertes maritimes. Les corporations, organisées avant tout pour la production locale ou régionale, se trouvèrent débordées par le commerce mondial.
- b) la **pression** exercée sur elles par les rois, jaloux de leur autorité, en face de la prospérité des corporations et qui, à court d'argent, imposent à la maîtrise et aux autres charges, de dures conditions financières : le nombre des maî-

trises diminue et il se crée un prolétariat de la profession. Par là diminue aussi l'esprit qui avait animé les corporations.

- c) **l'esprit de décrépitude**, qui finit par les rendre tracassières et étroites dans leurs règlements et les empêche de s'adapter aux besoins nouveaux.
- d) enfin **l'influence des théories du libéralisme économique** : laisser passer, laisser faire. La Révolution française, par la loi Chapelier, leur a apporté le coup de mort, mars 1791.

### **Conséquences de cette suppression**

La suppression des corporations a entraîné de graves et nombreuses conséquences dont voici les principales :

- a) Morcellement de la profession et séparation de ses divers éléments : capital, travail, valeur technique.
- b) Opposition du travail et du capital.
- c) Pendant longtemps, absence de toute loi pour régler leurs relations ; d'où abus du capital, sous forme de capitalisme, vis-à-vis du travailleur isolé et, par réaction, le socialisme.

### **Conclusion**

Ainsi grâce au vigoureux esprit chrétien qui les anima au temps où elles furent florissantes, les corporations rendirent de très grands services, firent régner la paix sociale, aidèrent au développement du commerce et de l'industrie. Jamais aussi la situation du travailleur, du « compagnon » ne fut peut-être plus douce.

Dans les siècles qui suivirent, nous voyons leur décadence et leur suppression amenées par les causes que l'on sait. Ce qu'il faut regretter, c'est moins cette suppression que **l'anéantissement de toute organisation professionnelle** et l'interdiction faite aux travailleurs de s'associer, en face du capitalisme naissant. « Le dernier siècle, dit l'Encyclique *Rerum novarum*, a détruit sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour les classes inférieures une protection. »

### 5. Le régime individuel ou salariat

La Révolution ayant proclamé la liberté du travail, la main-d'œuvre et le capital marchèrent séparés : l'ouvrier fut libre de vendre son travail au prix fixé par la loi de **l'offre et de la demande** ; libre de le refuser et de s'en aller quand bon lui semblerait. Le patron, lui aussi, fut libre de payer la main-d'œuvre : hommes, femmes, enfants, **au prix minimum** auquel il pourrait se la procurer. La main-d'œuvre devint ainsi **une marchandise** dont la valeur fut réglée par les mêmes lois qu'une marchandise quelconque.

Ce qui **caractérise** ce régime c'est donc que l'ouvrier met au service d'un entrepreneur ou patron sa puissance de travail, pour un temps et moyennant un prix déterminés, débattus et arrêtés entre eux. Le produit du travail appartient tout entier au patron ; le travailleur n'a droit qu'à son salaire et ce salaire qui devrait être toujours l'équivalent du service rendu, se trouve soumis à toutes les fluctuations du marché.

Ce régime a contribué à donner une impulsion incontestable à la production et a aidé au développement de l'industrie, mais il a servi beaucoup plus la cause des patrons que celle des ouvriers. Ceux-ci, isolés, sans organisation, sans protection légale, ont souvent été obligés de **vendre leur travail à vil prix** : de là, cette misère, ce mécontentement, cette haine des classes d'où est née la réaction néfaste déjà signalée, le socialisme.

---

## RESUME VIII

### Les corporations

Définition	Corps de métiers groupant patrons et ouvriers.
Caractères	<ol style="list-style-type: none"><li>1. La corporation réglait la profession et la production : accessibilité, hiérarchie, conditions de travail.</li><li>2. Idéaliste et pratique, <i>elle faisait vivre ses membres.</i></li></ol>
Causes de décadence	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Développement du commerce mondial : XVIe et XVIIe siècles.</li><li>2. Pression exercée sur elle par les pouvoirs publics.</li><li>3. Esprit de décrépitude qui la rend tracassière.</li><li>4. Influence des théories du libéralisme économique. Suppression : Loi Chapelier, 1791.</li></ol>
Conséquences	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Morcellement de la profession : capital, travail.</li><li>2. Opposition de ces deux éléments de la production.</li><li>3. Abus du capital ; réaction, le socialisme.</li></ol>
Conclusion	Les corporations ont rendu d'immenses services, il aurait fallu <i>non les supprimer mais les adapter</i> aux besoins nouveaux.

### Le régime individuel ou salariat

	<p>C'est le régime proclamé par la Révolution : <i>liberté</i> du travail, du commerce, de l'industrie,</p>
Caractères	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Contrat individuel.</li><li>2. Le travailleur échange sa puissance de travail contre un salaire.</li><li>3. Le travail devient une marchandise quelconque.</li><li>4. Ce régime a donné une vive impulsion à la production, mais il sert davantage la cause des patrons que celle des ouvriers.</li></ol>



## 6. Les syndicats professionnels

L'association professionnelle est **un fait naturel**. Ayant les mêmes besoins, les mêmes intérêts, les travailleurs ont toujours cherché à se grouper pour défendre leurs droits, pour améliorer, par l'entraide, leur condition. Les corporations avaient satisfait ce besoin spontané, mais la Révolution les ayant supprimées, au lieu de les adapter aux besoins nouveaux, l'ouvrier s'est trouvé ainsi isolé et sans protection en face de la grande industrie naissante et du capitalisme égoïste et tout-puissant.

Dès lors, toute la période du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par les tentatives des ouvriers, cherchant à recouvrer le droit d'association. En France, la loi du 21 mars 1884 leur reconnaît le droit de former des **syndicats professionnels**, c'est-à-dire de s'associer pour la défense de leurs intérêts communs. En Suisse, les syndicats sont régis par la loi concernant « Les Associations », art. 60-79 de notre C.C.S.

### 1. Les Syndicats

Le syndicat est donc une association de personnes appartenant à une même profession qui se groupent pour la défense de leurs intérêts communs.

Les ouvriers boulangers d'une ville, d'une même région, se groupent et forment le « Syndicat des ouvriers boulangers ». Par leur bonne entente, ils obtiennent des conditions de travail meilleures : le salaire, le nombre d'heures de travail, le travail de nuit, le repos hebdomadaire sont autant de questions qui méritent d'être étudiées, discutées, pesées, si possible améliorées.

Ou bien les travailleuses de l'aiguille s'unissent et forment le « Syndicat de la couture » et cherchent de même à améliorer leur situation. Elles obtiennent peut-être de voir supprimer les veilles prolongées et par trop fréquentes, d'être mieux traitées, mieux rétribuées.

Pareillement, des maîtres de métier s'associent pour régulariser les questions les concernant : lutter plus efficacement contre la concurrence, instituer des caisses de chômage ou de compensation et faciliter l'introduction d'allocations familiales en faveur de leurs ouvriers et employés.

### **Caractère**

Le syndicat n'est pas, comme les anciennes corporations, une association **obligatoire** ; il ne groupe pas dans une même organisation **toute la hiérarchie du travail**, de la profession. Dans le monde actuel du travail, les intérêts du travailleur et ceux des patrons sont, non pas opposés, comme beaucoup le croient trop facilement, mais d'ordre trop différent pour les grouper directement dans un même corps professionnel. On trouve ainsi, aujourd'hui, des **syndicats ouvriers** d'une part ; des **syndicats patronaux** d'autre part.

Quand le syndicat patronal existe à côté du syndicat ouvrier de la même branche ou profession, les questions qui intéressent patrons et ouvriers, notamment celles qui peuvent les diviser, sont examinées par des représentants ou délégués des deux organes réunis en Commission et qui forment le **Conseil de la profession**. Son rôle sera principalement d'établir le contrat collectif de travail qui assure l'entente et la paix entre ouvriers et patrons. Il aplanira les différends qui pourront surgir entre les uns et les autres dans l'application du contrat de travail. On conçoit, dès lors, l'importance de cet organe intermédiaire.

### **2. Sortes de syndicats**

Le syndicat constitue une force : c'est l'adhésion de milliers de personnes à une idée, à des principes. C'est donc une force qui peut agir pour le bien ou pour le mal, suivant l'impulsion qui lui est donnée et les principes mêmes qui la dirigent. Parmi les syndicats ouvriers, on peut citer :

Les syndicats à principes **socialistes**.

Les syndicats à principes **chrétiens**.

a) **Syndicats à principes socialistes.**

**Leur programme :** Supprimer tous les abus du capitalisme et faire enfin régner la justice et disparaître la misère.

**Leurs principes.** Malheureusement, ils bâtissent leur doctrine et règlent leur action sur une conception matérielle de la vie : le bonheur terrestre serait le seul but de notre existence ; il n'y aurait donc pas à se préoccuper de la Loi de Dieu.

**Leur action.** Au lieu de s'occuper de faire aboutir peu à peu les réformes sociales et de soutenir les pouvoirs publics, de travailler à la paix sociale, au rapprochement des classes, ils cherchent à prêcher la révolte, la lutte des classes, à entretenir le mécontentement dans les classes inférieures afin que, le jour venu, ils puissent prendre la direction du pouvoir et se faire, dans l'ordre social nouveau, la part du plus fort. Les exemples à l'appui sont là : les Sans-Dieu de Moscou, du Mexique, d'Espagne.

En dénonçant les abus, en faisant de belles promesses, en octroyant des avantages matériels, ils ont rallié dans leurs rangs les mécontents, les timides, les hésitants. La plupart du temps, l'ouvrier honnête et sincèrement chrétien oublie qu'en leur donnant son nom, ses cotisations, il augmente leur force, leur prestige et se fait inconsciemment leur complice.

b) **Syndicats à principes chrétiens.** Ces syndicats basent leur action sur les principes de la foi, sur la doctrine morale de l'Evangile. Ils requièrent de leurs membres l'adhésion à la **morale chrétienne**, c'est-à-dire que pour juger toutes les questions relatives au travail, ils s'appuient sur les principes de justice et de charité enseignés par le **Christ et par son Eglise**, principes que le grand Pape Léon XIII en 1891, a rappelé au monde dans son Encyclique « Rerum Novarum » sur la **Condition des ouvriers**.

La conception d'un chrétien dans ces questions du travail sera, on le conçoit aisément, toute différente de celle d'un homme sans religion. Ce dernier cherchera uniquement à assurer les conditions d'une vie purement terrestre. Celui qui croit en Dieu, à une vie future, qui se sait composé d'un corps et d'une âme, voudra que, dans sa vie professionnelle, tous ses intérêts, matériels et spirituels soient sauvegardés. Ainsi un

socialiste se bornera à revendiquer le repos hebdomadaire, tandis que le travailleur chrétien voudra, lui, le repos dominical afin d'avoir la possibilité de remplir ses devoirs religieux.

### **Conclusion**

Depuis quelques années, grâce aux lois sociales obtenues, et sous la pression des syndicats, les conditions de la vie ouvrière se sont heureusement améliorées. Il reste à généraliser et à continuer les efforts accomplis dans cette voie. Il faut donc souhaiter que les patrons d'une part et les ouvriers d'autre part, organisés dans la profession, cherchent à s'entendre par le moyen des syndicats et le **Conseil de la profession ou corporation**. Travaillant ainsi de concert, ils serviront, avec la prospérité de l'industrie ou de l'activité qui les fait vivre, leurs propres intérêts et ceux de la patrie.

---

## RESUME IX

### 6. Les syndicats professionnels

Tout le XIXe siècle est marqué par des « tentatives d'association ». En France, le droit d'association a été acquis en 1884. En Suisse, les syndicats sont régis par les art. 60-79 du C.C.S.

Définition	Le syndicat professionnel est une association de personnes <i>appartenant à une même profession</i> qui se groupent pour la défense de leurs intérêts communs
Caractères	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Le syndicat n'est pas, comme les anciennes corporations, une <i>association obligatoire</i>.</li><li>2. Il ne groupe pas <i>toute la hiérarchie du travail</i> dans un même organisme ; mais ouvriers d'une part : « syndicat ouvrier », et patrons d'autre part : « syndicat patronal », reliés éventuellement par une <i>Commission paritaire</i>.</li></ol>
Sortes de syndicats	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Syndicats à <i>principes socialistes</i> : ils basent leur action sur une <i>conception matérialiste</i> de la vie ;</li><li>2. Syndicats à <i>principes chrétiens</i> : ils basent leur action sur la morale chrétienne. Encyclique « Rerum Novarum ».</li></ol>
Conclusion	Depuis un quart de siècle, les conditions de la vie ouvrière se sont améliorées. Mais il reste à <i>généraliser</i> et à <i>compléter</i> les efforts accomplis.

# LE CAPITAL

## 1. Notions générales

**Définition.** On appelle capital, en économie, tout produit mis en réserve et qui est destiné à servir, directement ou indirectement, de matière ou d'instrument à une production ultérieure.

En résumé, le capital est **une richesse qui sert à produire d'autres richesses**. Rappelons qu'il est le 3<sup>me</sup> élément de la production.

### Rôle du capital

Le capital est le facteur indispensable de la production. L'homme ne trouve généralement pas dans la nature, exception faite des produits de la pêche, de la cueillette des fruits, de la chasse, les moyens immédiats de subvenir à ses besoins ; la bêche, la pioche, la charrue, les machines ont tous le même but : aider à produire plus, pour permettre au travailleur d'avoir **une vie ensuite moins précaire**. Le capital est, à ce point de vue, la **caractéristique** des pays civilisés, si bien que les périodes de la civilisation elles-mêmes se confondent avec la nature du capital, c'est-à-dire des outils, instruments de production : âge de la pierre polie, âge du bronze, âge du fer, etc. pour arriver à la période contemporaine, âge des machines et de l'électricité.

### Productivité

Le travail précède naturellement le capital : celui-ci étant **un produit du travail** mis en réserve en vue d'une production ultérieure. Mais le capital est un auxiliaire précieux du travail dont il multiplie la fécondité.

Cette productivité du capital a été contestée par les socialistes ; selon eux, matière inerte, passive, le capital ne prend vie qu'au contact du travail à qui revient par conséquent, le produit intégral de l'opération productrice. Le capital ne peut rien, en effet, sans le travail ; mais il n'en est pas moins vrai qu'à son tour le travail, privé du capital, se trouve frappé d'impuissance ; c'est le capitaliste qui met à la disposition du travailleur :

1. les matières premières sur lesquelles s'exerce son activité ;
2. les machines et les instruments de travail qui décuplent le rendement de ses efforts ;
3. les avances, sous forme de salaire, qui lui permettent de vivre et de travailler en attendant que la vente du produit rémunère la peine.

Que ferait l'ouvrier sans la collaboration du capital ? Tant que les capitaux sont peu abondants, un pays ne progresse que lentement dans la voie de la prospérité ; il ne jouit d'un revenu considérable que le jour où le capital est venu féconder le labeur de ses populations.

### Origine du capital

Deux conditions sont à la base de la formation du capital : le travail et l'épargne.

1. Tout d'abord, le **travail** : le capital est fils du travail, cela ressort de la définition même du capital. Le chef socialiste allemand Karl Marx, l'appelle de cette expression énergique et juste : de travail aggloméré, « cristallisé ».
2. Ensuite, l'**épargne** : les utilités produites, au lieu d'être consommées ou appliquées à la satisfaction de besoins immédiats, sont mises en réserve et destinées à un usage ultérieur. L'épargne, cependant, ne se conçoit pas sans certaines conditions d'ordre moral :
  - a) esprit de prévoyance et d'invention, effort de la volonté et de l'intelligence, de persévérance et de renoncement ; autant de qualités qui rendent l'homme capable d'accepter et de subir le sacrifice qu'implique le plus souvent l'épargne.

b) Désir d'une amélioration durable de son sort, espoir fondé d'une rémunération, confiance dans l'avenir : on n'épargne pas si l'on n'a pas la garantie de recueillir, un jour, le fruit de sa prévoyance.

c) Notons que l'affectation du fruit de l'épargne, le placement, peut être fait directement par l'épargnant lui-même : c'est le cas de l'artisan, de l'agriculteur qui consacre une partie de son revenu à l'installation de son entreprise ou de son petit domaine. Le placement est indirect lorsque l'épargnant confie à l'industrie d'autrui les capitaux épargnés et qu'il ne saurait faire valoir lui-même : il les confie à la banque, celle-ci les prête à l'industrie, au commerce, à l'agriculture.

On a donc raison d'appeler le capital « du travail accumulé en vue d'une production ultérieure ».

## 2. Capital et capitalisme

Tout le monde s'accorde à reconnaître les services inappréciables que rend le **capital** ; il y a peu d'hommes, par contre, qui hésitent à condamner le **capitalisme**. Une mise au point est nécessaire, car le mot « capitalisme » peut s'entendre de deux manières :

1. Il peut désigner un **régime caractérisé par le rôle prépondérant du capital**. L'emploi du capital, ayant pour effet d'aider à réaliser une économie notable de l'effort humain en même temps que d'accroître le rendement de ses efforts, l'avènement du « capitalisme », ainsi compris, n'a rien de péjoratif ; il marque un progrès incontestable dans le sort de l'humanité, progrès noble et digne d'éloges.
2. Mais ce mot peut désigner cette conséquence fâcheuse de la **prédominance du capital**, de l'**argent sur le travail** : régime où toute l'organisation de l'activité économique se trouve subordonnée à l'intérêt égoïste des capitalistes, au mépris des exigences d'une saine constitution sociale et des



plus justes revendications du travail. « Mettre le capital en valeur et en tirer tout le profit possible », telle est la fin égoïste à laquelle toute autre fin est sacrifiée. Or, dans toute société bien constituée, l'activité économique de la nation doit être ordonnée au bien de toute la collectivité et le capital doit contribuer à la **prospérité générale**. Travailler en fonction du **profit**, n'est pas travailler au bien de la nation ; de serviteur de la collectivité, le capital devient le tyran aux ordres duquel tout doit plier. C'est la matière dominant l'esprit, alors qu'elle doit lui être subordonnée : c'est l'intérêt particulier subordonné au bien général. **Ce régime est condamnable.**

### 3. Espèces de capitaux

#### Division

Dans les sociétés anciennes, les capitaux se présentaient généralement sous deux formes : **approvisionnements** et **outils**. Au fur et à mesure que la civilisation s'est développée, cette première division a donné lieu à de nombreuses subdivisions.

Aujourd'hui, on substitue à ces deux termes ceux de **capitaux circulants** ou capitaux **fongibles** et capitaux **fixes**.

#### Capitaux fixes

Ils comprennent les machines, les immeubles, les biens-fonds et servent à un grand nombre d'actes de la production : ils ne disparaissent pas dans l'œuvre de la production, ils ne s'intègrent pas dans le produit. Il suffira de les amortir petit à petit pour en retrouver le prix d'achat et d'entretien. Par conséquent aussi, plus ils durent, moins ils coûtent ; mais en temps de crise, ils seront plus difficiles à réaliser. Autre constatation : les capitaux fixes sont élevés ; mais une fois consentie, la dépense ne se renouvelle pas, il suffira d'entretenir ces capitaux.

Le **moyen idéal** de les **faire durer**, c'est encore de bien traiter le personnel ouvrier : si l'ouvrier aime son outil, sa machine, il en aura soin. Pour cela, le bien rétribuer, le considérer en collaborateur, ne pas changer trop souvent de personnel, d'employés, d'ouvriers, mais veiller à se les attacher, à les intéresser.

### Capitaux circulants

On appelle ainsi les capitaux destinés à être consommés, à disparaître dans l'œuvre de la production : matières premières, main-d'œuvre, combustible, courant électrique, salaire, frais généraux.

Ces capitaux s'**incorporent**, pour ainsi dire, dans le produit, il faudra donc les faire entrer pour leur coût total dans le prix de revient.

Plus ces capitaux circulent, **roulent**, plus ils produisent. Immobilisés, ils ne rapportent pas, ils ne rendent pas ; nécessité donc de recourir à des **liquidations périodiques** des soldes, des fonds de magasin : ventes de fin de saison, ventes au prix de fabrique.

Les capitaux circulants **coûtent** et doivent être constamment renouvelés : ils supposent donc des disponibilités suffisantes, sinon l'entrepreneur se trouve gêné, paralysé et doit recourir de façon démesurée au crédit de son banquier.

En revanche, les capitaux circulants sont **souples**, plus faciles à réaliser que les capitaux fixes, et cela en tout temps, même en temps de crise.

### Conclusion

L'**équilibre** doit être maintenu entre les différentes espèces de capitaux. Un industriel, pour éviter les grosses dépenses, ne doit pas s'enliser dans les méthodes désuètes : il lui serait, dès lors, difficile de soutenir la concurrence. De même, il ne devra pas mettre tous ses capitaux dans l'outillage, au risque de ne pouvoir faire face aux obligations courantes.

---

## RESUME X

### Le capital

#### 1. Notions générales

Définition et rôle	Produit mis en réserve et destiné à servir d'instrument à la production.  Il est le facteur indispensable de la production. La nature du capital a déterminé les périodes de l'histoire.
Caractères	1. Le travail précède toujours le capital. 2. Le capital est un auxiliaire passif, mais indispensable.
Origine	1. Le capital est du travail aggloméré, cristallisé. 2. Il suppose l'épargne, l'esprit de prévoyance. 3. L'affectation de l'épargne peut être <i>directe</i> ou <i>indirecte</i> .

#### 2. Capital et capitalisme

Capital	Désigne un régime caractérisé par l'emploi prépondérant du capital en vue d'une économie de l'effort humain. Ce régime est louable.
Capitalisme	Désigne un régime dans lequel <i>l'argent</i> a la prédominance sur le travail, la <i>matière</i> sur l'esprit : ce régime est condamnable.  Le capital doit « servir », et non « asservir ».

#### 3. Espèces de capitaux

Autrefois	Approvisionnement et outils.
Aujourd'hui	Capitaux fixes : biens-fonds, immeubles, machines. Capitaux circulants : matière première, main-d'œuvre.
Caractères	<p><i>Fixe</i> : Il sert à un grand nombre d'actes de la production. Il doit être amorti petit à petit. Il coûte, mais il dure. Il est difficile à réaliser.</p> <p><i>Circul.</i> : Il s'incorpore dans le produit. Plus il circule, plus il rapporte. Il coûte moins, mais doit être renouvelé sans cesse. Il est plus souple que le capital fixe.</p> <p>Maintenir un juste équilibre entre les capitaux fixes et les capitaux circulants.</p>

#### 4. Formes multiples du capital

Dans les sociétés modernes, le capital revêt des **formes multiples** dont voici les plus caractéristiques :

1. Les **biens-fonds**, c'est-à-dire le sol sous toutes ses formes : forêts, vignobles, prairies, pâturages ; toutes les améliorations durables du sol, comme les défrichements, dessèchements des marais, irrigation, construction de ponts, de barrages, plantations de forêts, installations de cultures, mise en valeur de terrains vagues — Plan Wahlen.
2. Les **constructions** de toute nature : églises, écoles, édifices publics, casernes, routes, chemins de fer, voies navigables, canaux, corrections de cours d'eau, construction et installation de centrales électriques.
3. **Outils et machines** de tous genres : machines à tisser, à coudre, à écrire, machines agricoles, moulins, wagons, locomotives, vaisseaux, turbines, accumulateurs électriques, etc.
4. **Matières premières** de toute destination : alimentaires, animales, industrielles, combustibles.
5. Les **approvisionnements de toutes sortes** : ils forment le fonds d'approvisionnement ou de consommation.
6. La **monnaie** : or, argent.
7. Les **valeurs artistiques**, les œuvres d'art.
8. Le **talent**, l'éducation.

Les économistes ne sont pas tous d'accord au sujet de ces trois dernières catégories de capitaux. Il est donc utile de les considérer de plus près.

##### Notion de la monnaie

A strictement parler, la monnaie **n'est pas un capital, n'est pas une richesse**, mais elle est le **signe** de la richesse, le moyen de se la procurer. A ce titre, on peut dire qu'elle est un capital. J'ai 20 ou 50 mille francs de disponibilités, je puis les transformer en outils, en machines, en biens-fonds ou en

approvisionnement. Ils sont donc **indirectement** une richesse, un capital. Je puis les appliquer à l'achat de titres d'une S.A. ou de l'Etat ; ils aideront alors à produire et ils produiront, double caractère du capital.

Notons que la monnaie n'est pas le **seul capital**, comme tant de gens se l'imaginent à tort.

### Les œuvres d'art

On les a dénommées parfois « capitaux de jouissance » ; elles sont plus que cela, elles sont des richesses et des capitaux.

- a) **Richesses incomparables**, elles procurent les jouissances les plus pures, les plus nobles, tout en **demeurant**, quittes à être entretenues.
- b) **Capitaux**, elles suscitent le goût, le travail, l'esprit d'invention, d'imitation, de recherche ; elles développent les talents artistiques et industriels, inspirent les artistes et les inventeurs. Qu'on songe aux musées du Louvre, du Vatican, de Florence, de Venise, de Munich et à tant d'autres qui ont été jusqu'ici les plus belles et plus nobles sources de l'inspiration artistique de l'humanité. Elles ont joué un rôle de tout premier plan dans ce courant merveilleux et incessant de capitalisation matérielle, intellectuelle et morale qu'est la civilisation toujours en marche.

### Le talent et l'éducation

Beaucoup d'économistes ne s'en préoccupent pas : ils sont pour eux le **fonds intellectuel**. Si l'on réfléchit, on doit leur reconnaître les mêmes conditions de formation que requiert le capital proprement dit :

- a) la prévoyance, qui incite à l'effort ;
- b) le sacrifice d'un gain immédiat ou d'un plaisir présent en vue d'un avenir plus fécond, plus heureux ;
- c) la nécessité de vivre sur des réserves antérieures pendant la durée des études, de l'apprentissage, d'une formation plus ou moins longue et coûteuse.

Ainsi donc, le talent, le savoir-faire, l'expérience acquise, la clientèle, la bonne marque réputée sont réellement des capitaux qui permettent de produire plus et mieux.

## **5. Causes qui influent sur la capitalisation**

Ces causes sont multiples ; mentionnons :

### **1. L'abondance de la production**

Le capital étant « fils du travail et de l'épargne », il est naturel que la capitalisation sera d'autant plus facile que la production est plus abondante ; on n'épargne pas en temps de crise, de chômage.

### **2. Confiance dans l'avenir**

Les révolutions, l'instabilité du gouvernement l'arrêtent, la rendent impossible ; tout ce qui rend l'avenir incertain la diminue, la paralyse ; tout désordre prolongé détourne de la capitalisation : on pourra peut-être « thésauriser », mais c'est tout. Au contraire, plus l'avenir paraît certain, plus le capital s'accroît.

### **3. Garantie de la propriété privée**

Une forte constitution de la famille, le respect de l'héritage et la liberté de tester développent l'esprit de prévoyance et de sacrifice et, par conséquent, l'épargne, la capitalisation.

Nommons encore : **l'éducation** qui donne l'habitude du renoncement, de l'épargne bien dirigée, éloignée de toute avarice ; les **institutions** qui facilitent et provoquent l'épargne ; Caisses d'épargne, Sociétés d'assurance, Caisses de retraite et autres.

## Conclusion

Certaines institutions peuvent être contraires à l'esprit d'épargne, d'économie :

- a) les **impôts** disproportionnés ou arbitraires ; les taxes sur l'héritage qui constituent une violation indirecte de la propriété.
  - b) Une **assistance** trop facile. Elle exercerait une action déprimante sur les volontés. Chacun doit avoir à cœur d'épargner, chacun étant l'artisan responsable de sa propre vie. Le rôle de l'Etat est d'encourager, de faciliter l'épargne et les institutions de charité et d'assistance ; mais il ne doit pas pousser l'assistance trop loin.
  - c) L'**Etat** ne doit pas se **substituer aux individus** pour capitaliser ; c'est sur les particuliers qu'il doit compter pour accroître avec intelligence le capital des sociétés.
  - d) Les **vrais capitaux de l'Etat** sont les routes, les voies ferrées, les écoles à tous les degrés, les églises, les bâtiments publics, édifices, créés non au moyen d'emprunts, mais au moyen des ressources directes de l'Etat ; impôts et autres.
-

## RESUME XI

### 4. Le capital dans les sociétés modernes

Ses formes multiples	1. Biens-fonds sous toutes leurs formes.
	2. Constructions de tous genres.
	3. Outils et machines, matières premières.
	4. Approvisionnements.
	5. Monnaie : strictement, elle est le signe du capital, de la richesse.
	6. Oeuvres d'art, elles sont les capitaux par excellence : elles suscitent l'esprit de travail, d'invention.
	7. Le talent et l'éducation ; leur acquisition nécessite les mêmes conditions que le capital proprement dit : prévoyance, sacrifice d'un gain immédiat.

### 5. Causes qui influent sur la capitalisation

Favorables	1. L'abondance de la production : on n'épargne pas en temps de chômage.
	2. La confiance dans l'avenir : l'instabilité du gouvernement l'arrête.
	3. Garantie de la propriété privée.
	4. Institutions qui favorisent l'épargne.

Certaines institutions sont contraires à l'épargne :

Défavorables	1. Impôts arbitraires ou exagérés, taxes sur les successions.
	2. Assistance trop facile.
	3. Tendance exagérée de l'Etat à la capitalisation.
	4. Les vrais capitaux de l'Etat sont les constructions d'utilité générale.



# UNION DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

## 1. L'entrepreneur

### Nature et fonction

L'œuvre de la production requiert l'étroite collaboration de la nature, du travail et du capital. Or, dans la société moderne, ces trois facteurs se trouvent rarement à la disposition d'un seul homme. Il faut donc les réunir, les mettre en contact : c'est le rôle de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est donc celui qui prend l'initiative d'une opération commerciale ou industrielle, engage les services des agents naturels, du travail et du capital, organise leur collaboration, leur assure une **rétribution forfaitaire** sous forme de rente ou de loyer, de salaires et d'intérêt et assume tous les risques de l'affaire. Le **profit éventuel** constitue sa rémunération.

Ces multiples rôles peuvent se résumer en une double fonction :

1. L'entrepreneur **organise et dirige** l'opération ;
2. il est seul **responsable** du résultat bon ou mauvais de l'affaire.

Beaucoup d'économistes se refusent à considérer l'entrepreneur comme un facteur distinct de la production ; il est juste, cependant, de reconnaître la part considérable qui lui revient dans l'industrie moderne.

S'il est facile de définir la **fonction** de l'entrepreneur, il est moins aisé de désigner pratiquement, dans une entreprise concrète, celui qui remplit ce rôle et à qui incombe la responsabilité des opérations.

### Le problème actuel

Tant qu'il borne son activité aux limites très restreintes du marché local, le travailleur, propriétaire de ses instruments, dirige et combine lui-même l'opération industrielle et en supporte tous les risques ; il réunit en sa personne tous les éléments de la production.

Mais, dès que l'opération prend des proportions plus larges, absorbe plus de capitaux, groupe un nombre plus considérable de travailleurs, les **différents agents de la production se dissocient** et se trouvent représentés par plusieurs personnalités distinctes. Le travail s'isole, le capital se réservant la direction de l'entreprise.

Là ne s'arrête pas ce travail de dissociation. Avec les progrès constants du développement économique, il devient souvent difficile pour l'entrepreneur de cumuler la double fonction de la **gestion** et de la **responsabilité** de l'affaire. Se réservant la direction technique, il passe à d'autres, généralement à des capitalistes associés, la responsabilité financière de l'entreprise.

La division dans les grandes entreprises modernes va plus loin encore : la charge de la direction se répartit entre **plusieurs départements**, les risques financiers se fragmentent et se **limitent** strictement au montant des parts souscrites : actions, parts sociales.

Dans une organisation si compliquée, où découvrir le véritable entrepreneur ? Sera-ce l'organisateur qui a lancé l'affaire pour se retirer bientôt après ? Les centaines de porteurs de titres ? Sont-ce les banques, dont le rôle est si grand dans la création et le contrôle des établissements industriels modernes ? Les ingénieurs et directeurs qui organisent la fabrication et l'écoulement des produits ? La réponse à ces questions varie suivant le point de vue d'où l'on envisage le problème.

1. Au **point de vue économique** — et c'est celui du bon sens commun — le véritable entrepreneur est celui qui groupe les agents de la production et dirige l'opération productrice. C'est, selon les cas, le patron, le directeur, le conseil d'administration... Si la direction se trouve partagée, tous ceux qui, par leurs décisions personnelles, président aux destinées de l'établissement.
2. Au **point de vue juridique**, le titre d'entrepreneur revient à ceux qui portent la responsabilité financière, donc pour l'ordinaire, à l'assemblée des actionnaires, par conséquent à ce **capital impersonnel et inanimé** qui change de titulaire au gré des transactions de bourse.

### **Conclusion**

Il y a dans ce fait **une confusion réelle** qui peut avoir de graves répercussions ; à restreindre, à fragmenter sa responsabilité, le capital perd un de ses plus solides titres à une part du bénéfice. La direction n'a pas toujours toute l'indépendance que requièrent ses fonctions ; les ouvriers souvent s'irritent de se voir asservis à cette puissance anonyme et inanimée qu'est le capital.

Et pourtant, de fait, il y a dans toute entreprise une ou plusieurs personnalités qui président à ses destinées. Au législateur de veiller à ce que ces chefs ne puissent déclinier la responsabilité de leurs actes. Combien sages sont donc les règles de notre C. O. concernant les sociétés anonymes : révision des statuts, établissement de l'inventaire et du bilan, fonds de réserve, dividende !

## **2. La grande industrie**

### **Tendance vers la grande industrie**

La grande production, dans de vastes ateliers, s'est principalement manifestée depuis la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle. L'accroissement des capitaux et la facilité de constituer des

sociétés anonymes ont permis de réunir les ressources qui sont nécessaires pour fonder de grands établissements. L'amélioration des voies de communication par le développement des chemins de fer et des transports maritimes, leur ont ensuite donné leur raison d'être, en permettant l'ouverture de nouveaux débouchés.

Depuis un demi-siècle, le **mouvement vers la centralisation** n'a cessé de s'accroître encore et, aujourd'hui, il se fait sentir dans tous les domaines de l'activité économique : industrie extractive, industrie manufacturière, commerce et transport, menaçant de plus en plus la petite production et le petit commerce. Les entreprises similaires se groupent, par contrat, pour s'associer et influencer le marché par le monopole de fait et supprimer la concurrence. Elles forment alors des cartels, des syndicats, des trusts. Les cartels laissent aux établissements ainsi groupés leur indépendance : cartel de prix, de conditions, de rayonnement. Le **syndicat** va plus loin que le cartel. Dans cette forme d'association, les rapports entre tous les membres sont réglés par un pouvoir central, la **Holding**, qui acquiert tout ou partie du capital-actions des sociétés qui la composent et qui continuent à travailler sous leur propre nom, mais qui perdent leur indépendance réelle. Le **trust** va plus loin encore ; il a pour but de grouper toutes les industries de la même branche pour obtenir le monopole ou la supériorité sur le marché : trust de l'acier, du pétrole, aux Etats-Unis.

### Caractères de la grande industrie

Les caractères de la grande production ou industrie peuvent donc se résumer ainsi :

1. Le capital engagé est considérable et ne peut généralement être fourni par une seule personne, d'où la création de S.A. ce qui permet de fractionner et de limiter les risques.
2. Les instruments de travail sont des engins puissants, mus par la force de la vapeur ou de l'électricité.
3. Le travail est divisé, souvent à l'infini : division des tâches ; et la production se fait en grand : tendance à la production par séries.

4. Tendance à la concentration et à l'accaparement du marché par le monopole : cartels et trusts.

### Ses avantages

La grande production a des avantages incontestables :

1. Economie dans les **installations** et dans leur **entretien**. Une fabrique de chaussures qui produit 200,000 paires par an n'aura pas ses frais généraux dix fois plus élevés que celle qui en fabrique 20,000 paires. Ses installations : immeubles, machines et outillage ne coûteront pas dix fois plus. Un atelier qui compte 100 ouvriers n'aura pas cinq fois plus de contremaîtres que l'atelier qui en compte 20. La dépense pour l'achat de 10,000 kg. de matière première ne coûtera pas dix fois plus qu'une fourniture de 1000 kg. car on bénéficie de prix spéciaux.

2. Elle permet l'emploi de machines qui seraient trop coûteuses pour la petite ou pour la moyenne production.

Ex. La Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium à Chippis a pu construire une voie ferrée pour son usage personnel, exclusif ; une centrale électrique qui lui fournit l'énergie nécessaire, etc.

3. Une grande firme jouit d'une confiance plus grande, d'un crédit souvent considérable, elle est connue au loin.

Ex. La « A.I.A.G. » à Chippis, la Nestlé, la Gyps-Union, etc. On y entretient des ingénieurs à l'année, des chimistes spécialisés qui pourront, à la suite d'expériences, améliorer les méthodes de production ; mais il faut être à même de les rétribuer largement, de les choisir avec discernement.

### Ses inconvénients

Tous ces avantages ne vont pas sans inconvénients ; ils ont été signalés déjà, pour la plupart, en traitant des machines et de la division du travail avec lesquelles la grande production est intimement liée. Il convient de les compléter par les remarques suivantes :

1. La grande production, à moins d'un contrôle énergique, facilite le **coulage**. Le moindre relâchement dans la surveillance d'un organisme aussi étendu a pour conséquence des malfaçons, du gaspillage, des dépenses inutiles.

Le perfectionnement de la comptabilité, un contrôle minutieux aideront à suppléer à cet inconvénient.

2. Elle crée nécessairement, par cette surveillance étroite de tous les instants, ce qu'on a appelé **l'esclavage moderne**.
3. C'est la grande industrie qui a créé ces produits nouveaux, ces articles de tous genres qui rendent la **vie chère**, comme aussi ces produits à **bon marché**, ces articles de bazar qui entraînent un avilissement des prix et de la main-d'œuvre.

### **Conclusion**

Il convient cependant de ne pas exagérer les inconvénients de la grande production, qui tiennent au mauvais usage de l'instrument plus qu'à l'instrument lui-même.

## **3. La petite industrie**

Tant qu'il borne sa production aux limites d'un marché restreint, milieu familial, marché local, le travailleur, propriétaire de ses instruments, dirige et combine lui-même l'opération industrielle et en supporte tous les risques. C'est le **producteur autonome** ; il réunit en sa personne tous les éléments de la production.

Le plus souvent, le petit producteur, l'artisan, travaille sur commande : rares sont ses aides ; ses produits sont bons, mais chers. La petite production offre donc des avantages appréciables pour la fabrication des objets qui exigent plutôt des qualités de goût, d'élégance et de perfection que de bon marché.

### **Ses avantages**

1. Indépendance sociale de l'artisan et du petit patron.
2. Collaboration plus intime du capital et du travail : le patron se trouvant en relations constantes avec ses ouvriers, travaillant lui-même avec eux, ayant fait l'apprentissage du métier, il y a moins à redouter l'antagonisme que crée la grande industrie, la distance qui sépare de ses chefs l'ouvrier d'usine.

3. Perfection plus grande du travail, exécuté sous l'œil du maître, parfois même avec son concours.
4. Constitution d'une forte **classe moyenne**, attachée aux traditions et intéressée au maintien de l'ordre.

### Ses inconvénients

1. Application moins aisée des machines et de la division du travail. Le petit entrepreneur n'a généralement pas les fonds nécessaires pour faire l'achat d'un outillage moderne : moteurs électriques, machines. Conséquemment, il ne peut pas lutter avec la grosse industrie ; c'est pourquoi, s'ils ne disparaissent pas, les petits ateliers tendent de plus en plus à diminuer.
2. Dépendance vis-à-vis d'une clientèle que rien n'attache à ses fournisseurs, souvent mobile et capricieuse, inconstante, d'autant plus que le prix élevé des produits rebute la demande.
3. Le patron, absorbé par son travail, ne trouve plus guère le temps de développer ses aptitudes commerciales.

### Conclusion

L'existence d'une classe moyenne nombreuse et prospère est pour la société une garantie d'ordre et de stabilité. Elle constitue le trait d'union entre les classes extrêmes et offre aux éléments sains des classes inférieures une ascension graduelle aux degrés plus élevés de l'échelle sociale.

Or, sous l'influence de la loi de concentration des capitaux, qui a pour effet le développement croissant des grandes entreprises, la petite industrie et, par conséquent, les classes moyennes, subissent une crise qui menace leur existence. Il importe de travailler énergiquement à leur conservation :

- a) par une éducation professionnelle toujours plus soignée et plus rationnelle ;
  - b) par les facilités de crédit accordées aux petites entreprises ;
  - c) par l'association, et spécialement l'association professionnelle.
-

## RESUME XII

### Union du capital et du travail

#### 1. L'entrepreneur

##### Sa fonction

1. Il met en contact les trois facteurs de la production : nature, travail, capital.
2. Il organise et dirige l'opération.
3. Il est responsable du résultat bon ou mauvais de l'affaire.

##### Le problème actuel

1. Le rôle de l'entrepreneur dont l'activité se borne au marché local se comprend de lui-même.
2. Dans la grande production, les agents se dissocient : le travail s'isole, le capital prend la direction de l'entreprise.
3. La gestion se sépare elle-même de la responsabilité financière : actionnaires, commanditaires.
4. *Au point de vue économique*, l'entrepreneur est celui qui groupe les agents de la production et dirige la production.  
*Au point de vue juridique*, celui qui fournit les capitaux, finance l'entreprise.
5. Cette divergence a de graves répercussions : cette *puissance impersonnelle* du capital déroute et aigrit les travailleurs.



## 2. La grande industrie

Tendance	<ol style="list-style-type: none"><li>1. S'est manifestée dès la deuxième moitié du XIXe siècle.</li><li>2. S'accroît dans tous les domaines de l'activité économique.</li><li>3. Prend des formes de plus en plus centralisatrices : cartel, syndicat, holding, trust.</li></ol>
Caractères	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Capital considérable divisé en actions.</li><li>2. Instruments de travail puissants.</li><li>3. Division du travail portée au plus haut degré.</li><li>4. Tendance à la monopolisation.</li></ol>
Avantages	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Economie dans les installations et dans leur entretien : frais généraux, frais spéciaux.</li><li>2. Permet l'emploi des machines avec tous les avantages « ad hoc ».</li><li>3. Augmente considérablement la confiance et le crédit.</li></ol>
Inconvénients	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Présente tous les inconvénients de l'emploi des machines.</li><li>2. Facilite le coulage.</li><li>3. Crée ce qu'on a appelé l'<i>esclavage moderne</i>.</li><li>4. Peut conduire à l'aviilissement de la main-d'œuvre.</li></ol> <p>Ces inconvénients tiennent plus au mauvais usage de l'instrument qu'à l'instrument lui-même.</p>

## 3. La petite industrie

Caractères	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Elle travaille pour le marché local.</li><li>2. Elle réunit dans la même personne tous les éléments de la production : nature, travail, capital.</li><li>3. Elle est avantageuse pour la fabrication d'objets exigeant des qualités spéciales.</li></ol>
Avantages	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Indépendance sociale de l'artisan, du petit patron.</li><li>2. Collaboration entre capital et travail.</li><li>3. Perfection plus grande du travail.</li><li>4. Favorise la constitution d'une classe moyenne forte et saine.</li></ol>
Inconvénients	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Lutte difficilement contre la concurrence de la grande industrie.</li><li>2. Est dépendante d'une clientèle souvent capricieuse.</li><li>3. Le petit patron ne trouve guère le loisir de développer ses connaissances commerciales.</li></ol> <p>L'existence d'une classe moyenne prospère est souhaitable et il importe de la sauver du péril qui la menace.</p>



## DEUXIEME PARTIE

# LA RÉPARTITION

DE LA

# RICHESSSE

## GÉNÉRALITÉS

### 1. Le problème de la répartition

#### Les partageants

Dans un système économique où tous les agents de la production : nature, travail, capital sont représentés par une seule personne, c'est à celle-ci que revient le produit de l'entreprise. Le problème de la répartition ne se pose que lorsque l'œuvre productrice résulte de la collaboration de plusieurs personnes distinctes. Dans ce cas, les trois facteurs de la production doivent nécessairement être représentés :

1. la **nature** a un représentant, le **propriétaire** ;
2. le **capital**, le capitaliste, qui peut faire valoir le capital soit par lui-même soit par un autre, l'entrepreneur ;
3. le **travail**, lui, a des représentants multiples : travailleurs intellectuels de tous ordres, travailleurs manuels plus nombreux encore.

Il arrive que ces diverses fonctions se trouvent réunies dans la même personne ; ainsi chez nous, nombre de petits paysans, vignerons et artisans, tout en louant leurs bras de

temps à autre, sont en même temps **propriétaires** ; beaucoup possèdent même quelque dépôt en banque : mais, même alors, il est une qualité qui prédomine : propriétaire, capitaliste, entrepreneur, ouvrier.

Au point de vue social, le grand nombre de petits propriétaires est une garantie d'ordre, de travail, de prospérité pour un pays.

### Les parts

Généralement, le représentant des forces naturelles ou du capital est un entrepreneur distinct qui assume tous les risques de l'opération, loue le concours des autres facteurs et avance à ceux-ci la part qui leur a été assignée. Ces parts portent des noms différents :

la **rente** est la part qui revient au propriétaire ou détenteur des agents naturels ;

l'**intérêt** est la part du capitaliste ;

le **profit** est la part de l'entrepreneur ;

le **salaire**, la part du travailleur.

### La détermination des parts

Comment déterminer la part qui revient à chacun des agents de la production ? Comment fixer le **taux** de la rente, de l'intérêt, des profits et des salaires ? Ce problème est très délicat, car il n'y a pas de **commune mesure de valeur** pour établir ce qui revient aux divers facteurs ; de plus, les intérêts des uns et des autres sont souvent opposés. Aujourd'hui, la détermination des parts respectives est l'objet de **conventions librement débattues**, en dehors de toute **intervention légale** ; les lois se bornent à réprimer les abus : fraude, contrainte illicite.

La méthode actuelle se recommande par sa **souplesse**, sa facilité, mais elle suppose chez les parties contractantes, la liberté, l'égalité, le sens de la justice surtout, conditions qui ne sont pas toujours réalisées pratiquement. De là, les conflits si nombreux entre le capital et le travail, entre l'entrepreneur et les salariés.

La **liberté individuelle** et la **propriété**, traits caractéristiques de notre époque, ont pour conséquence d'accroître la

responsabilité de chacun, de stimuler les initiatives et les énergies, de faire bénéficier davantage les individus de leurs efforts et de leurs talents, mais en même temps de les faire souffrir de leurs vices et de leurs fautes.

### **Principes d'une répartition plus parfaite**

La méthode actuelle répond-elle aux conditions d'une saine et équitable répartition ? Quel sera le principe qui permettra de juger si la répartition est juste ou injuste ? Sur quels éléments établir notre appréciation ? Les avis sont partagés :

#### **1. Sur l'égalité : « A chacun part égale » ?**

Ce principe, basé sur l'égalité naturelle des hommes est injuste et impraticable ; il traiterait également des mérites et des services d'inégale valeur ; il étoufferait toute initiative.

#### **2. Sur les besoins : « A chacun selon ses besoins » ?**

Solution idéale, qui supprimerait tout conflit, si la répartition n'était pas conditionnée par la production. Et puis, assuré de satisfaire ses besoins sans effort, qui donc se préoccuperait encore de travailler ?

#### **3. Sur les efforts et les sacrifices : « A chacun selon ses mérites » ?**

Ce principe réaliserait dès ici-bas la plus exacte rétribution du mérite, ce qui est impossible. De plus, tout mérite, tout effort, tout sacrifice n'obtiennent pas dans l'ordre économique le même résultat. L'effort et le sacrifice que comporte un travail sont excessivement pénibles pour l'un, un jeu facile pour un autre. C'est ensuite ignorer les biens d'ordre supérieur et les récompenses d'une autre vie.

#### **4. Sur la productivité : « A chacun selon son rendement » ?**

Apprécier la collaboration en raison des services qu'elle rend, voilà, certes, une base pratique. Il existe, en effet, souvent, un rapport entre la productivité du travailleur et ses besoins, entre son rendement et la peine qu'il s'est imposée. Mais ce n'est pas toujours le cas ; il est aisé de mesurer le rendement du travail, il est plus difficile d'apprécier la valeur du résultat obtenu. Ce principe de la productivité ne résout donc pas le problème de la répartition.

5. Sur la **rareté** : « A chacun selon l'abondance ou la rareté des services qu'il offre » ?

On en revient à la loi de l'offre et de la demande. Il semble donc qu'il n'y ait pas d'autre solution pratique. L'utilité objective d'un service ne constitue pas sa valeur ; l'élément d'abondance ou de rareté exerce une influence décisive sur notre appréciation. Est-ce à dire que l'offre et la demande déterminent sans appel la valeur de la collaboration des différents facteurs de la production ? Non, certes ; pour certains de ces facteurs, une considération supérieure s'impose dans l'appréciation qu'il convient d'en faire : celle de la **mission spéciale** qui leur a été assignée par l'Auteur même de toutes choses. Il convient donc de signaler cet élément particulier de valeur.

- a) Le **travail** est l'instrument providentiel qui doit fournir à l'homme le moyen d'assurer la satisfaction de ses besoins légitimes. Il tient de cette destination une **valeur minimum** dont la loi de l'offre et de la demande ne saurait le dépouiller.
- b) Les **agents naturels**, dans le plan divin, sont destinés à satisfaire les besoins communs de l'humanité. Cette fin n'est pas incompatible avec l'appropriation privée des ressources naturelles ; mais il en résulte que leur détenteur n'en peut exiger un prix si élevé, qu'il empêcherait la société de bénéficier de ces biens créés pour l'usage de tous.
- c) Le **capital** n'a pas cette **valeur intrinsèque** que le travail et les agents naturels tirent de leur destination providentielle. Sa valeur tient uniquement à son utilité, diversement appréciée d'après l'état de l'offre et de la demande.

## RESUME XIII

### Le problème de la répartition

Les partageants	<p>Le problème se pose ensuite de la collaboration de personnes distinctes dans l'œuvre de la production.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. La nature est représentée par le <i>propriétaire</i>.</li><li>2. Le capital, par le <i>capitaliste</i> ou par l'<i>entrepreneur</i>.</li><li>3. Le travail, par les <i>travailleurs</i> de tous ordres.</li></ol>
Les parts	<p>Elles prennent des noms différents :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. La rente, pour le représentant des forces naturelles.</li><li>2. L'intérêt pour le capitaliste.</li><li>3. Le profit, pour l'entrepreneur.</li><li>4. Le salaire, pour le travailleur manuel.</li></ol>
Détermination des parts	<p>Il n'existe pas de commune mesure. Elles sont déterminées sur la base du <i>libre contrat</i>.</p> <p>Conditions essentielles : liberté, justice.</p> <p>Pratiquement, ces conditions ne sont pas toujours réalisées, d'où conflit entre <i>capital</i> et <i>travail</i>.</p>
Principes	<p><i>Principes</i> d'une répartition plus parfaite :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. L'<i>égalité</i> : ce principe étouffe l'initiative.</li><li>2. Les <i>besoins</i> : solution idéale, mais qui supprimerait l'effort.</li><li>3. Les <i>efforts</i> et les <i>sacrifices</i>, principe très beau, mais irréalisable.</li><li>4. La <i>productivité</i> : la valeur du résultat ne se peut toujours mesurer.</li><li>5. La <i>rareté</i> : c'est la loi de « l'offre et de la demande ».</li></ol> <p>Cet élément est prépondérant, mais il convient de l'entourer d'une considération supérieure, en particulier sur la mission assignée au travail et aux agents naturels.</p>

## 2. La propriété

### Nature du droit de propriété

L'homme, naturellement imparfait et perfectible, ne saurait s'acquitter de la mission que lui assigne le Créateur sans recourir aux instruments que la Providence a si libéralement mis à sa disposition. Les biens de ce monde sont créés pour lui et il tire de sa fin même le droit d'en user selon ses besoins.

De ces rapports naturels des hommes aux biens matériels naissent, entre les membres de la société, des relations réciproques d'autorité et d'obligation qui constituent le **droit de propriété**. En effet, la plupart de ces biens resteraient sans utilité, s'il ne nous était pas permis de les appliquer d'une manière durable à la satisfaction de nos besoins et d'exclure toute autre personne de la jouissance des créatures ainsi appropriées. On peut donc définir le droit de propriété : **la pleine faculté de disposer à son gré des biens matériels, à moins de prohibition légale édictée dans l'intérêt général**.

Cette faculté est plus ou moins étendue selon que le propriétaire est autorisé à disposer de la substance et à jouir de l'usage de l'objet ou qu'il n'exerce son pouvoir que sur le seul usage ou sur la seule substance. On distingue en conséquence :

- a) Le domaine éminent ou plein et parfait, qui constitue le propriétaire maître absolu et de la substance de l'objet et de ses fruits ;
- b) Le domaine utile ou l'usufruit, qui n'accorde que l'usage et les fruits de la chose appropriée.
- c) La nue propriété, qui ne confère de droit que sur la substance de l'objet, les fruits étant attribués à l'usufruitier.

### Légitimité du droit de propriété

La légitimité du droit de propriété est contestée par de nombreux adversaires : anarchistes purs, communistes et



socialistes agraires. Tous s'accordent à dénoncer la propriété privée comme la cause initiale du mal dont souffre la société et à réclamer son abolition, totale ou partielle, selon le caractère plus ou moins radical de leurs doctrines.

A l'encontre des diverses écoles socialistes, la **philosophie catholique** revendique pour chacun le droit de s'approprier une part des ressources de la terre, voire même du sol, de l'exploiter au gré de ses intérêts et d'exclure du domaine ainsi réservé tout autre compétiteur. La **légitimité de la propriété privée** est une vérité de foi catholique, proclamée par l'Écriture et la Tradition. Il y aurait témérité à n'assigner à la propriété privée qu'une origine civile et à lui dénier tout fondement dans la **loi naturelle**.

Pour établir la légitimité du droit de propriété privée, la philosophie catholique a recours à deux ordres de raisonnements. Le premier part de la **considération de l'individu et de ses besoins et droits naturels** : le second s'inspire des **exigences mêmes de la vie sociale**.

## **I. Arguments fondés sur les droits individuels**

1. Être essentiellement faible et incomplet, l'homme doit conformément aux plans de la Providence, emprunter aux créatures d'ordre inférieur qui l'entourent les compléments nécessaires à son entretien et au développement de ses facultés. La nature lui confère donc tout au moins le **droit d'user** à l'exclusion de tous autres, des **objets de consommation** indispensables à sa subsistance quotidienne.

Mais le caractère constant de ces besoins ne permet pas à l'homme de s'en remettre au hasard du soin de pourvoir aux nécessités futures ; il en résulte pour lui le **droit de s'approprier les biens productifs** et d'accumuler des ressources en vue des éventualités normales de l'avenir. Lui interdire l'exercice de cette prévoyance serait le condamner à végéter au niveau de ces races inférieures et sauvages qu'absorbe sans trêve ni repos le souci de l'entretien de chaque jour.

L'homme est, de plus, invité par la nature à fonder une famille et à perpétuer sa race : cette mission qui l'investit de responsabilités nouvelles l'autorise à se procurer les moyens de la remplir et de la mener à bon terme.

2. Qu'on n'objecte pas ici, qu'en régime socialiste ou collectiviste, ces ressources indispensables seront attribuées à chacun par l'autorité sociale. En effet :

**Personnellement responsable** de l'accomplissement de sa mission, l'homme ne peut abandonner entièrement à une autorité étrangère le soin de choisir pour lui les moyens indispensables à cette fin. Il lui faut un certain **degré d'indépendance**, incompatible avec l'état de servitude auquel le collectivisme prétend le condamner.

Où l'autorité sociale trouverait-elle une quantité de biens matériels proportionnée aux immenses besoins de la famille humaine ? Le problème de la distribution est conditionné par celui de la production. L'apport gratuit de la nature est limité ; **seul un travail intense** et constant, dicté et stimulé par la perspective d'avantages immédiats et personnels, peut suppléer aux insuffisances de la production spontanée des agents naturels. En abolissant la propriété privée, on supprime le plus énergique ressort de l'initiative et de l'activité individuelle.

3. Personne ne le conteste, le droit naturel attribue à tout homme **le plein domaine de sa propre personne**, de son énergie physique et intellectuelle. Par voie de conséquence, ce même domaine s'étendra au produit, au fruit de cette énergie. D'autre part, cette activité ne saurait s'exercer efficacement qu'en s'appliquant à une matière extérieure. N'en faut-il pas conclure encore, au nom du droit naturel, que l'homme est autorisé à s'approprier par tous les moyens légitimes et à réserver à son usage permanent **les biens matériels** sur lesquels il exercera son travail ?

Mais l'homme n'est pas isolé dans ce monde ; les ressources de la terre sont destinées au service de l'humanité tout entière. Ayant mêmes devoirs et mêmes besoins, tous les membres de la société sont pourvus de droits identiques. **Le droit de chaque individu se trouve forcément limité** par le droit également respectable de ses semblables. Si la nature de l'homme réclame en sa faveur le droit de propriété, les facultés que celui-ci lui confère sont circonscrites par les exigences tout aussi naturelles de la vie sociale. Il convient donc aussi de considérer le rôle social de cette institution.

## II. L'argument social

Les biens de la terre ont été créés pour satisfaire aux besoins de tous les hommes et les aider efficacement à atteindre leur fin. Par destination, **ces biens sont communs** ; mais c'est dans l'application qui en est faite aux besoins individuels des hommes que s'accomplit leur mission. La nature, qui n'a pas assigné à chacun une part spécialement appliquée à ses besoins, n'en exige pas moins **une institution** capable d'assurer de la manière la plus efficace l'exécution des plans providentiels et d'accorder à tous une suffisante participation aux richesses offertes à la famille humaine.

Or, entre toutes les institutions imaginables, s'impose celle qu'avec des modalités diverses tous les groupes sociaux ont adoptée d'instinct : **la propriété privée** qui attribue à chaque individu ou à chaque famille un droit exclusif sur une portion du patrimoine de l'humanité.

Seule, en effet, elle répond pleinement aux desseins du Créateur et aux exigences de la vie sociale :

1. Elle assure aux hommes **une paix** que ne saurait leur procurer **un régime d'indivision ou de nationalisation absolue**. Les biens restant indistinctement à la disposition de tous, comment prévenir les conflits qui ne manqueraient pas de surgir entre plusieurs compétiteurs désireux d'user des mêmes terrains ou des mêmes objets ? De son côté, l'Etat, s'il était chargé d'effectuer la distribution des biens de consommation, serait incapable de procéder à ce partage de manière à satisfaire également tous ses sujets.

2. Elle garantit **l'autonomie individuelle**, car elle affranchit le propriétaire d'une dépendance excessive à l'égard du bon vouloir des autorités. Disposant des instruments nécessaires, il travaillera sans entraves à la réalisation de sa fin. C'est un fait, les populations qui jouissent d'une plus grande diffusion de la propriété privée se distinguent par une plus large indépendance.

3. Elle **stimule la production des richesses** et le **développement de la prospérité nationale**. Seule, en effet, la perspective d'un avantage personnel fait triompher de la répugnance qu'inspire toujours le caractère pénible du travail. On se

dépense rarement en efforts laborieux qu'on sait ne devoir profiter qu'à la collectivité.

Ainsi comprise, la propriété privée est **une institution essentiellement sociale**, destinée à être l'instrument d'une équitable distribution des ressources communes.

### **Conséquences du droit de propriété**

Le droit de propriété n'est donc pas illimité, et il ne saurait conférer à l'individu des droits absolus qu'il exercerait sans égard pour les intérêts d'autrui ; il permet d'**user** et non d'**abuser**, il s'arrête là où commencent les droits des autres ; il impose donc des obligations soit morales, soit légales.

Les obligations **morales** sont commandées par une double vertu : la charité qui prescrit de secourir les nécessiteux ; la tempérance, qui se tient dans un juste milieu entre deux tendances extrêmes, la prodigalité et la cupidité. La principale justification des grandes fortunes, c'est **leur utilité sociale**. L'argent et tous les avantages qu'il procure : influence, loisirs, culture intellectuelle et morale, doivent, dans les plans de la Providence, servir à d'autres encore qu'à leurs possesseurs. Les riches portent une large part de responsabilité dans la révolte des classes inférieures pour avoir négligé l'exécution de la pensée divine et souvent exploité d'une manière égoïste un instrument destiné à cimenter l'union de tous les membres de la société.

Les obligations ou limites **légales** sont fixées par les lois positives : elles imposent des servitudes, des formalités dans les échanges, dans les donations, les successions, les expropriations pour raison d'utilité publique.

La législation doit veiller à assurer à chacun dans l'usage et la disposition de ses biens la plus large autonomie compatible avec le droit d'autrui et l'intérêt social ; elle doit tendre également à provoquer dans toute la société la plus grande **diffusion possible de la propriété**.

« Il importe, dit Léon XIII dans l'Encyclique « Rerum Novarum », que les lois favorisent l'esprit de propriété, le

réveillent et le développent autant qu'il est possible dans les masses populaires.

Ce résultat, une fois obtenu, serait la source des plus précieux avantages. Et d'abord, la répartition des biens serait certainement plus équitable. La violence des bouleversements sociaux a divisé le corps social en deux classes et a créé entre elles un immense abîme. D'une part, une fraction, toute-puissante par sa richesse : maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, elle détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elle toutes les sources. Elle tient d'ailleurs dans sa main plus d'un ressort de l'administration publique. De l'autre, une multitude indigente et faible, l'âme ulcérée, toujours prête aux désordres. Eh bien ! si l'on stimule l'industrielle activité du peuple par la perspective d'une participation à la propriété du sol, l'on verra se combler peu à peu l'abîme qui sépare l'opulence de la misère et s'opérer le rapprochement des deux classes. »

---

## RESUME XIV

### La propriété

Sa nature	<p>L'homme tire de sa fin le droit d'user des biens créés selon ses besoins. Les relations réciproques d'autorité et d'obligation qui en découlent constituent le droit de propriété.</p> <p>Le droit de propriété est la pleine faculté de disposer à son gré des biens matériels, à moins de prohibitions édictées dans l'intérêt général.</p>
Son étendue	<p>On peut distinguer :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. La propriété <i>éminente</i>.</li><li>2. La propriété <i>utile</i> ou <i>usufruit</i>.</li><li>3. La <i>nue</i> propriété.</li></ol> <p><i>Ier argument</i> : fondé sur les <i>droits individuels</i>.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. L'homme, en raison de <i>ses besoins</i> constants et de <i>ses devoirs</i>, est en droit de s'approprier des biens productifs.</li><li>2. <i>Personnellement responsable</i> de sa mission, il a besoin d'un degré d'indépendance incompatible avec le régime collectiviste.</li><li>3. Jouissant du plein domaine de sa personne, il est en droit de l'étendre sur les <i>fruits de son activité</i>.</li></ol>
Sa légitimité	<p><i>Ile argument</i> : l'argument <i>social</i>.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Les biens de la terre sont communs et c'est par l'application qui en est faite à tous que s'accomplit leur mission.</li><li>2. Il faut donc une institution capable d'assurer de la manière la plus efficace l'exécution des plans providentiels.</li><li>3. Parmi toutes les institutions possibles, la propriété privée s'est révélée la plus efficace.</li></ol>
Ses conséquences	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Le droit de propriété n'est pas <i>illimité</i> : il permet d'user et non d'abuser.</li><li>2. Il pose des obligations <i>morales</i> et des obligations <i>légales</i>.</li><li>3. La législation doit tendre à la plus grande diffusion possible de la propriété.</li></ol>

### 3. La propriété privée et l'Etat

#### Rôle de l'Etat

Gouvernants et gouvernés forment la société civile. Celle-ci est une nécessité pour les individus et les familles vivant sur un même territoire avec un esprit, des usages et des intérêts communs. De cette communauté d'intérêts naît le besoin de s'associer pour assurer efficacement leur existence, leur subsistance, leur développement, leur bien. La fin de la société est donc le **bien commun ou public**, c'est-à-dire la réalisation de conditions de vie telles que ses membres puissent jouir d'un certain bonheur temporel nécessaire à l'obtention du bonheur éternel.

#### Régime de gouvernement

Pour atteindre cette fin, il doit y avoir **cohésion** entre les membres de la société. Cette cohésion ne peut exister sans une autorité qui en détermine et en impose les facteurs.

L'autorité dans un pays peut reposer sur une seule tête et ce sera la **monarchie**, ou sur le peuple et ce sera la **démocratie**, ou sur un individu avec participation plus ou moins étendue du peuple et ce sera la **monarchie constitutionnelle**, ainsi appelée parce qu'elle est établie sur une loi fondamentale qui en fixe les modalités. L'existence d'une constitution a l'avantage de donner à la forme de gouvernement une certaine stabilité et d'empêcher les abus de pouvoir.

On peut discuter théoriquement de la meilleure forme de gouvernement : pratiquement, la meilleure forme pour un pays est celle qui répond le mieux à son caractère, à ses besoins, à ses traditions.

#### Ses fonctions

L'Etat, comme société bien organisée et légitimement établie, **procède ainsi de la nature** et par conséquent de Dieu. Ses fonctions sont déterminées par le double besoin auquel

il a mission de pourvoir : la sauvegarde et la poursuite du **bien commun**, c'est-à-dire la protection des droits des **individus**, des **familles** et des **diverses corporations** de personnes qui se sont groupées et développées dans son sein.

En un mot, la fin générale de l'Etat est de **compléter** ce qui ne peut être atteint dans la famille ou dans les autres communautés privées ou publiques inférieures à l'Etat ; donc :

rôle **tutélaire et défensif** : faire régner la justice et la paix ;

rôle **efficace et actif** : promouvoir la prospérité commune.

Il remplit éminemment ce double rôle en nous assurant :

- a) la **sécurité**, aux frontières, par la diplomatie et l'armée ; à l'intérieur, par la police et les tribunaux ;
- b) le **bien-être et le progrès** qu'il favorise dans la mesure où l'initiative privée est insuffisante ou impuissante, et cela dans les domaines d'ordre intellectuel, moral et économique.

### Limites

Le rôle de l'Etat n'est pas illimité ; la collectivité étant une réunion d'hommes essentiellement soumis à Dieu, l'Etat lui aussi doit lui être soumis et doit se conformer à ses lois. Les droits de l'Etat sont donc limités par les exigences de la loi naturelle, par les droits des individus, par les droits de la famille, par les droits de l'Eglise.

### Ses titres à la propriété

D'autre part, la tâche de l'Etat ne se peut comprendre ni s'exercer efficacement s'il n'a pas le droit de faire respecter son territoire et n'en a pas la possession libre et exclusive. Quelles seront ses ressources, ses moyens, s'il n'a pas le droit de veiller à l'intégrité de ce même territoire ? Son **droit de propriété ressort donc des mêmes principes** que le droit de propriété de l'individu :

- a) **droit naturel**, qui seul lui assure la faculté de remplir efficacement son rôle.
- b) **occupation prolongée**, achetée, comme la liberté, au prix d'efforts longs et de luttes sanglantes contre le pouvoir despotique des baillis, des princes étrangers.



c) **travail des générations** qui ont transformé des plaines sablonneuses ou marécageuses en champs fertiles, des terrains incultes et pierreux en vignobles opulents et riches.

Mais si l'on conteste au propriétaire individuel le droit de conserver son lopin de terre ou sa maison, quel droit restera-t-il à l'Etat, puisque ses titres de propriété reposent sur les mêmes fondements ? Abolir la propriété privée, c'est abolir la propriété nationale et livrer le monde entier à la loi du plus fort, à la barbarie.

---

## RESUME XV

### La propriété privée et l'Etat

Sa fin	Le bien commun : sa poursuite, sa sauvegarde.
Gouvernement	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Une autorité est nécessaire pour maintenir une cohésion entre les membres de la société.</li><li>2. Cette autorité peut prendre des formes différentes : <i>Monarchie</i>, elle repose sur une seule tête. <i>Monarchie constitutionnelle</i>, sur un individu avec participation du peuple. <i>Démocratie</i>, sur le peuple.</li><li>3. La meilleure forme de gouvernement, pour un pays déterminé, est celle qui répond le mieux à son caractère et à ses traditions.</li></ol>
Fonctions	<p>Compléter ce qui ne peut être atteint dans la famille et dans les diverses corporations qui se sont groupées dans son sein :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. rôle <i>tutélaire</i> et <i>défensif</i>, assurer sa sécurité aux frontières ;</li><li>2. <i>efficace</i> : promouvoir la prospérité dans les domaines d'ordre moral, intellectuel, économique.</li></ol>
Ses droits	<p>Ils sont limités :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. par les exigences de la loi naturelle ;</li><li>2. par les droits des individus et de la famille.</li><li>3. par les droits de l'Eglise.</li></ol>
Ses titres à la propriété	<p>Ils reposent sur les mêmes fondements que ceux de l'individu :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. sur le droit naturel ; l'Etat a besoin de recourir aux biens matériels pour accomplir sa mission ;</li><li>2. sur une occupation prolongée, sacrifices consentis ;</li><li>3. sur le travail des générations.</li></ol> <p>Abolir la propriété privée, c'est abolir la propriété nationale.</p>

#### 4. Propriété et collectivisme

Malgré les avantages évidents qu'elle présente, la propriété individuelle a été vivement attaquée ; sa négation est le point de départ de toutes les théories socialistes dont les principaux systèmes sont :

le **communisme**, qui est la **négarion absolue** du droit de propriété : produits, sol, instruments de travail ;

le **collectivisme**, qui admet la propriété sur les **produits**, mais la rejette quant au sol et, d'une façon générale, aux instruments de travail, c'est-à-dire les **capitaux**.

##### Définition

Il faut entendre, par **socialisme**, un ensemble de doctrines qui tendent à condamner le régime social actuel à cause des résultats injustes qu'il produit et qui se propose d'y substituer une organisation nouvelle où la **liberté individuelle** serait remplacée par l'**intervention constante de l'Etat** qui jouerait en quelque sorte le rôle de Providence et se chargerait d'assurer le bonheur commun.

Le **collectivisme** est la **forme moderne** du socialisme ; il est né et s'est développé en Allemagne. Son grand chef a été le juif **Karl Marx** qui en a été le théoricien dans son ouvrage « **Das Kapital** ». Le Français Lassalle s'est fait l'apôtre éloquent du collectivisme en France. Le fond du collectivisme est emprunté au socialisme de **Proudhon, 1809-1865**, et de **Louis Blanc** qui joua un rôle dans la Révolution de 1848 et ouvrit les trop fameux ateliers nationaux ; Proudhon a lancé cette définition célèbre : « La propriété, c'est le vol. »

Marx, partant de cette idée que le **travail seul est productif** et que le capital ne produit pas, en conclut que dans le régime actuel, le **travailleur est exploité par le capitaliste**.

Il n'y a donc, selon lui, qu'un moyen d'empêcher cette exploitation : c'est de supprimer le capital privé et de le rem-

placer par le **capital collectif**. La société devrait être déclarée propriétaire de tous les moyens de production ; les individus ne pourraient acquérir que la propriété des produits fabriqués.

Jusqu'ici, chacun vit plus ou moins indépendant sur son bien, dans son atelier, à son établi, à son comptoir, sur son champ ou sa vigne, dans sa maison... Il travaille pour lui, touche son salaire ou ses bénéfices, ramasse et vend ses récoltes ; son intérêt personnel est de travailler le mieux et le plus possible, de mettre de côté pour les mauvais jours ; **l'Etat se contente de contrôler** si ce travail libre de chacun s'accomplit sans violer les lois générales, faites en vue du bien de tous.

### Fonctionnement du système

Dans la **société collectiviste**, tout est changé. Le citoyen ne peut plus rien posséder personnellement, rien épargner pour lui et ses enfants ; il ne peut plus ouvrir, comme il l'entend, un magasin, une usine, un atelier ; exploiter, comme il l'entend, ses terres, ni choisir sa profession à lui, bâtir sa maison à lui. Sur les cadavres de toutes les libertés privées, sur les ruines de toutes les initiatives, de tous les efforts individuels, de toutes les propriétés individuelles, il n'y a plus qu'un **seul commerçant, un seul industriel, un seul entrepreneur de transport, un seul cultivateur**, et c'est l'Etat.

L'Etat aurait la **triple mission** d'organiser dans l'intérêt de la collectivité : la production, la répartition et la distribution des biens.

L'Etat devrait donc tout prévoir, tout combiner, tout diriger, tout contrôler... pour que les usines continuent à fabriquer, les champs à produire, les maîtres à enseigner, les magasins à distribuer les marchandises, etc.

L'Etat, ce n'est qu'un mot ; en réalité, ce serait des fonctionnaires, des employés, isolés ou assemblés en comités, en commissions, en bureaux, en délégations ; c'est toute une armée de fonctionnaires qu'il faudrait pour remplacer l'**armée des travailleurs libres** : patrons, commerçants, ouvriers, employés ; pour fixer à chacun sa besogne, régler ce que chaque usine doit produire, ce qui doit être échangé d'une

ville à l'autre ; ce qui doit être semé et récolté ici, emmagasiné, moulu, transformé là-bas... Et une erreur dans l'organisation de la production entraînerait des conséquences énormes pour l'approvisionnement du marché national, celui-ci étant confié à un entrepreneur unique ! Dans le système actuel, la prévoyance des uns atténue les effets de l'imprudence des autres.

### Conclusion

On peut être d'accord avec les ennemis de la propriété privée, tant qu'il s'agit de reconnaître que la société actuelle, comme toutes celles qui l'ont précédée, est loin d'être parfaite, qu'il y a des abus à réprimer, des misères à soulager, des faibles à protéger contre l'égoïsme des forts ; qu'il faut tendre à donner à chacun la part la plus large possible de bien-être, etc. On ne l'est plus quant aux moyens à employer pour améliorer notre société actuelle.

**Le collectivisme est contraire à la nature de l'homme, à ses besoins, à ses traditions.** En prétendant délivrer l'ouvrier du capitalisme, il arriverait à rétablir un **véritable esclavage de tous**, sous le gouvernement autoritaire de quelques-uns. Il supprimerait, en effet, en premier lieu, bien entendu, **la liberté d'être propriétaire**, puis, la liberté de choisir sa profession, la liberté de choisir son logement, la liberté de choisir et d'organiser soi-même son travail, la liberté d'enseignement et, finalement, **la liberté de conscience**.

Sous prétexte de réaliser un bonheur égal pour tous, il réaliserait bien plutôt **l'égalité dans la misère** ; car l'Etat, en effet, serait écrasé par cette tâche colossale d'organiser la vie de toute une nation

---

## RÉSUMÉ XVI

### Le socialisme

Systemes	<p><i>Communisme</i> : négation <i>absolue</i> du droit de propriété. Tous les biens appartiennent à l'Etat.</p> <p><i>Collectivisme</i> : nie la propriété sur le <i>capital</i>, sol et instruments de travail ; l'admet sur les <i>produits du travail</i>.</p>
Définition	<p>Un ensemble de théories qui tendent à substituer au régime actuel une organisation nouvelle dans laquelle la liberté individuelle serait remplacée par l'intervention constante de l'Etat.</p>
Collectivisme	<p>Forme moderne du socialisme, dont Karl Marx s'est fait le théoricien.</p> <p>Fond emprunté à <i>Proudhon</i> : le capital est improductif, le travail seul est productif, donc il faut supprimer le capital privé, « la propriété, c'est le vol ».</p> <p>A <i>Louis Blanc</i>, théorie du droit au travail, ouverture des ateliers nationaux.</p> <p>Marx, considérant que l'ouvrier est <i>exploité</i> par le capitaliste, veut remplacer le capital privé par le <i>capital collectif</i>.</p>
Fonctionnement du système	<ol style="list-style-type: none"><li>1. L'Etat devient seul entrepreneur : cultivateur, industriel, commerçant.</li><li>2. Il a une triple mission : assumer la production, la répartition, la distribution.</li></ol>
Conclusion	<p>Cette tâche n'est pas celle de l'Etat : elle est au-dessus de ses possibilités. Le régime actuel n'est pas parfait, mais le régime collectiviste est contraire à la nature de l'homme, être <i>libre et responsable</i>.</p> <p>En supprimant la liberté, le régime collectiviste établirait l'esclavage de tous et créerait l'égalité dans la misère.</p>

## LES PARTS

### 1. La rente du sol

#### Sens divers

La rente est la part du produit qui revient au détenteur des agents naturels, en particulier du sol.

C'est encore le nom donné à la productivité de ces agents, du travail, d'une entreprise, du capital.

Au **sens strict**, la rente est cette partie du revenu global qui rémunère le service propre rendu par l'agent naturel et qui constitue le prix des forces productrices de la nature.

Produit = intérêt du capital engagé + salaire + rente, d'où :  
Rente = produit — (intérêt du capital engagé + frais).

**Condition.** Pour qu'il y ait rente, le **produit doit dépasser les frais de production**. Une terre n'est pas **rentable** si la valeur des produits est absorbée par les frais de production.

**Exemple :** Une vigne rapporte pour Fr. 2360.— de vendange.  
Intérêt Fr. 1800.—, frais d'exploitation Fr. 640.—,  
Rente 0, Déficit Fr. 2440.— moins Fr. 2360.— = 80 fr.

Tant que les agents naturels se trouvent **en quantité illimitée** et sont **égaux en qualité**, leurs services si utiles soient-ils, ne seront pas appréciés. Leurs détenteurs peuvent les exploiter pour leurs besoins propres, mais ils ne trouvent pas d'acquéreurs. Il n'y a, dans ce cas, aucune différence entre ces agents naturels et les autres biens communs à tous, l'air et la lumière, par exemple. Cette hypothèse ne se vérifie guère aujourd'hui que dans la colonisation des terres vierges, **dans les pays neufs**.

Au contraire, dès que la **quantité des agents naturels est limitée** ou inférieure à la demande, aux besoins, leurs propriétaires ne les cèderont que contre un prix qui dépasse la somme des capitaux engagés : la différence sera la **rente**.

Enfin, dès qu'il existe entre les agents naturels : vignobles, prairies, terres, une différence de qualité, de situation, les terres privilégiées seront recherchées, préférées. Pour se les assurer, on consentira à payer un loyer, un fermage, plutôt que de mettre en culture des terres moindres. Cette supériorité des terres meilleures sur les terres de moins bonne qualité devient **une source de rente**.

### **Légitimité de la rente**

La propriété du sol se justifie parce qu'elle est le moyen le plus sûr d'assurer efficacement à tous les membres de la société la meilleure jouissance des biens de la terre.

Les propriétaires du sol qui le mettent en valeur rendent service à la société ; ils concourent à la production et méritent d'en retirer un avantage. La rente est donc **la juste rémunération d'un réel service**. La création des hôtels de Montana, du Val d'Anniviers, de Gletsch et autres ; la mise en valeur des domaines de Finges, de la Sarvaz, par exemple, sont pour le pays une source de richesses, de prospérité.

Les propriétaires du sol assument les risques, faut-il leur refuser toute chance de profit ? Résultat : inertie, désespoir ; songeons à nos agriculteurs, à nos vignerons.

Le prélèvement de l'impôt est d'ailleurs là pour atténuer la rente et nous devons reconnaître que, chez nous en particulier, le revenu du sol n'a rien d'exorbitant ; au contraire, il est loin d'être enviable. Il a, en effet, rarement dépassé 3 % ; il est souvent tombé au-dessous de ce chiffre.

C'est que la rente, **essentiellement variable**, est à la merci des découvertes qui annulent la supériorité de terres réputées de première qualité. La valeur des produits dépend à son tour dans une large mesure de la demande, qui est bien un phénomène social. Rappelons-nous la concurrence faite à nos produits agricoles par les pays neufs : blés d'Amérique, peaux et cuirs de l'Argentine, pour ne citer que les plus importants. Dépouiller les propriétaires d'une rente légitimement acquise serait bouleverser le régime de la propriété foncière et tarir une des sources de la propriété nationale.



## Des systèmes de culture

### Généralités

De même que pour l'industrie manufacturière, on distingue la **grande**, la **moyenne** et la **petite culture**.

La grande culture est celle qui s'exerce sur des domaines ayant une étendue de 40 ha, soit 400,000 mètres carrés ; elle suppose l'emploi d'un matériel de culture perfectionné et coûteux ; machines agricoles et animaux : l'homme n'a qu'à diriger. Elle exige ainsi de grands capitaux. L'industrialisation croissante a eu pour effet de **faire monter le coût de la main-d'œuvre** et **baïsser le taux de l'intérêt**. Dès lors, l'agriculture a eu recours au facteur de production le meilleur marché, le capital.

Vers 1940, nous comptons en Suisse, 240.000 exploitations dont 100.000 de moins de 3 hectares d'étendue et d'une moyenne de 6 à 7 hectares ; nous sommes donc **un pays de petite propriété**.

La **grande propriété** se rencontre aux Etats-Unis, en Angleterre, en Italie, en Pologne, en Russie ; en Europe, elle est une conséquence du régime féodal.

### La petite propriété

La petite propriété ou **petite culture** à laquelle on assimile la moyenne culture, pour les opposer à la grande culture, s'exerce sur des parcelles de terrains n'excédant pas 10 hectares. Elle se fait à l'aide d'un petit matériel agricole, le propriétaire la cultive lui-même : c'est le **faire-valoir**. Elle profite donc de tous les avantages que présente ce mode d'exploitation :

1. Le **petit propriétaire aime sa terre**, il lui voue tous ses instants, ne calcule ni son temps ni sa peine ; ainsi fait-il produire au sol tout ce qu'il peut donner : c'est la **culture intensive**.

2. Le **régime de la petite culture moralise l'homme**, lui inspire le respect de la propriété d'autrui ; c'est la campagne

qui donne au pays les meilleurs soldats, les patriotes dévoués, les magistrats intègres.

3. **Elle nourrit une population rurale nombreuse** : elle est bien placée surtout dans la banlieue des grandes villes où elle trouve un écoulement facile des produits.

Elle présente aussi des **inconvenients** :

1. Un **trop grand morcellement** provoqué par les règles actuelles du droit d'héritage. Depuis la suppression du droit d'aînesse, chaque enfant a, en principe, droit à **une part égale** dans la succession. Il s'ensuit que dans la plupart des cas, à la mort du chef de famille, le domaine est partagé, divisé, en autant de parcelles qu'il y a de descendants ; malheureusement, la terre ainsi divisée à l'excès ne peut plus assurer une subsistance suffisante à son propriétaire. Que faire alors ? On déserte la campagne, on émigre.

2. Le **petit propriétaire n'a pas toujours les capitaux** que nécessitent les amendements du sol ou une culture plus rationnelle, plus scientifique, de sorte qu'il ne peut lutter avec la concurrence des grands propriétaires. Les subsides de l'Etat peuvent y remédier en partie : telles sont chez nous les « primes à la mouture », les « subventions pour reconstitution du vignoble ». La sélection des cultures, l'organisation de coopératives d'achats et de ventes semblent être les moyens les plus efficaces.

### **La grande propriété**

Comme la petite culture, elle a tout à la fois des **avantages** et des **inconvenients** :

1. Elle a pour elle, généralement, la **supériorité intellectuelle et scientifique**. Ce sont les grands propriétaires qui ont trouvé et appliqué les moyens de lutter contre les maladies de la vigne, qui ont introduit des cultures ou des espèces nouvelles. Par là même, la grande culture est utile à la petite culture ; elle est pour elle un modèle, elle l'empêche de tomber dans la routine ; parfois aussi elle lui procure des journées de travail.

2. Elle présente, en outre, tous les avantages de la production en grand : réduction des frais généraux et spéciaux.

## **Inconvénients**

1. **Au point de vue économique**, elle peut provoquer la **surproduction** et conduire à des abus révoltants : scandale inouï de 900,000 wagons de blé volontairement détruits, coton volontairement brûlé, légumes et fruits volontairement jetés à la mer, torrents de lait versés aux égoûts... locomotives alimentées par du café, 12 millions de tonnes de sucre volontairement détruites...

Par la réduction des frais de production, elle fait une concurrence souvent désastreuse à la petite production : petits vigneron, petits producteurs de blé, de sucre, éleveurs de bétail.

Dans les pays de grande propriété, de vastes territoires sont laissés à la chasse et, par conséquent, perdus pour les cultures : Ecosse, Irlande, Italie, Pologne.

2. **Au point de vue social**. « On ne cite pas un pays que la petite culture ait conduit à la ruine, dit un auteur, l'abus des grandes fortunes immobilières a, au contraire, été funeste à l'Italie et a créé en Angleterre un malaise social profond. »

Ce malaise résulte du fait que d'immenses étendues sont aux mains de quelques privilégiés. Ainsi, en Angleterre, on ne compte qu'un propriétaire sur 26 chefs de famille, un sur 52 en Irlande, un sur 84 en Ecosse.

## **Conclusion**

a) Les divers modes de propriété ont tous deux des avantages qui doivent faire souhaiter qu'aucune d'elles ne vienne à disparaître ; car, tandis que la grande industrie détruit généralement la petite industrie, la grande propriété au contraire peut rendre d'éminents services à la petite propriété et vice versa.

b) Souhaitons à l'agriculture suisse, en particulier, une prospérité toujours plus grande : d'abord par le développement croissant de la petite propriété, ensuite par une compréhension plus généralisée des besoins de l'agriculture comme aussi de l'importance des Ecoles rurales et des Ecoles d'agriculture. Ces institutions sont une des plus belles créations de notre époque, au point de vue social et agricole.

## RESUME XVII

### La rente du sol

*Sens général* : productivité des agents naturels.

*Sens strict* : rémunération du propriétaire du sol.

Conditions	<p>La valeur du produit doit dépasser les frais de production.</p> <p>Rente = produit moins intérêt + frais.</p> <p>Supériorité de certaines terres sur d'autres.</p>
Légitimité	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Le propriétaire qui met le sol en valeur rend service à la société : la rente rémunère ce service.</li><li>2. La rente garantit les risques assumés par le propriétaire.</li><li>3. Le taux de la rente est généralement peu élevé, donc pas enviable.</li></ol>
Systèmes	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Petite et moyenne propriété : la Suisse, la France.</li><li>2. Grande propriété : Angleterre, Italie, Irlande, Pologne.</li></ol>
Petite propriété	<ol style="list-style-type: none"><li>1. <i>Mode de culture</i> : le faire-valoir, culture intensive.</li><li>2. <i>Portée morale et sociale</i> : l'homme de la terre est l'homme de la patrie, attaché aux traditions ancestrales. La petite propriété nourrit une population nombreuse.</li><li>3. <i>Inconvénients</i> : elle présente un trop grand morcellement de la terre ; manque des fonds nécessaires à une culture rationnelle.</li></ol>
Grande propriété	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Elle a la supériorité intellectuelle, scientifique.</li><li>2. Elle permet la réduction des frais généraux et spéciaux.</li><li>3. En revanche, elle peut provoquer la surproduction.</li><li>4. Les grandes fortunes immobilières peuvent amener des inégalités choquantes.</li><li>5. Elle est moins sociale, moins moralisatrice que la petite propriété.</li></ol>
Conclusion	<p>La grande propriété, grâce à ses méthodes perfectionnées, peut rendre service à la petite culture. Il est donc à souhaiter que l'une et l'autre se développent pour le bien de la société. Il en est de même pour les Ecoles ménagères et rurales.</p>

## 2. L'intérêt

### Nature de l'intérêt

L'intérêt constitue la rémunération du capitaliste dans la répartition des richesses ou l'œuvre de la production. Ainsi, tandis que le profit est la part de l'entrepreneur, de celui qui met lui-même le capital en valeur, l'intérêt est le prix du service rendu par le capitaliste à celui qui a cédé l'usage de son capital.

### Loi de l'intérêt

1. Le taux de l'intérêt est loin d'être uniforme ; normalement, il reste contenu entre deux limites :
  - a) Un **taux minimum** indispensable pour solliciter efficacement l'épargne ; il varie avec les conditions économiques si changeantes des diverses époques et des divers marchés.
  - b) Un **taux maximum** qu'il ne saurait dépasser sans décourager les emprunteurs, qui ne se résigneraient pas à céder aux créanciers une portion trop considérable de leur profit.
2. Dans ces limites, la variation du taux de l'intérêt dépendra :
  - a) de l'importance des capitaux disponibles qui se font concurrence ;
  - b) de la productivité des capitaux : leur concours sera d'autant plus apprécié, aura d'autant plus de valeur qu'il contribuera davantage à la production ;
  - c) des besoins du marché : la concurrence des emprunteurs tend à faire hausser le taux de l'intérêt.
3. Notons enfin que, à un même moment, sur un même marché, le taux de l'intérêt peut différer d'une industrie à l'autre. Parmi les causes de différenciation, citons :

- a) les **risques différents** propres à chaque industrie, dont il faut couvrir la charge et qui augmentent le taux de l'intérêt proprement dit.
- b) la **disponibilité** plus ou moins grande des capitaux, selon qu'on les engage dans telle ou telle industrie ou entreprise. Le capitaliste réclamera un intérêt d'autant plus élevé qu'il renonce pour un temps plus long à l'usage de son capital.

### **Légitimité de l'intérêt**

1. **Le capital est productif** : il suffit de comparer ce que fait le travailleur dépourvu de capital à ce qu'il réalise avec le concours de cet auxiliaire. Or, puisque le capital contribue dans une très large mesure à la production, le propriétaire qui met cet instrument à la disposition d'un emprunteur est en droit de réclamer une part du profit.

On peut objecter l'**improductivité naturelle, la stérilité du capital-argent**. En effet, l'argent, pur métal, est stérile ; mais grâce à son pouvoir d'achat, il représente le sol, les bâtiments, les matières premières, les machines, les approvisionnements, bref, tout le matériel de production contre lequel on peut l'échanger.

2. **La justice réclame l'équivalence des prestations**. Cette équivalence est réalisée dès que l'emprunteur a restitué un objet de même nature que celui qui lui a été prêté ; exiger davantage serait l'obliger à rendre plus qu'on ne lui a donné. J'ai prêté 300 francs, l'emprunteur me doit, **en principe**, 300 francs.

Voilà pour le principe ! mais les circonstances dans lesquelles j'ai consenti le prêt, les conséquences qu'il entraîne peuvent légitimer la **stipulation d'une juste compensation**, d'une rémunération pour le service rendu : dans le cas présent, ce que nous appelons l'intérêt. Voilà l'enseignement de l'Eglise qui, d'autre part, a toujours condamné l'usure, c'est-à-dire l'abus du prêt à intérêt.

En résumé, l'intérêt est donc :

- a) la rémunération d'un service rendu ;

- b) la juste compensation d'une privation de jouissance au profit de l'emprunteur ;
- c) une prime d'assurance contre les risques que court le prêteur.

### **Conclusion**

La prépondérance du capital a donné lieu à des abus, mais la critique socialiste est par trop radicale : la valeur n'est pas exclusivement le produit du travail, la prestation du capitaliste contribue dans une large mesure à la création de la valeur et donne droit à une rémunération.

Supprimer la propriété privée du capital, ensuite des abus qu'elle entraîne, serait adopter un remède pire que le mal.

---

## RESUME XVIII

### L'intérêt

Nature	<p>L'intérêt est la rémunération du capitaliste dans la production de la richesse.</p>
	<p>Il oscille entre deux limites :</p> <p><i>Taux minimum</i>, indispensable pour solliciter l'épargne.</p> <p><i>Taux maximum</i>, qu'il ne peut dépasser sans décourager l'emprunteur.</p>
Taux	<p>Il est influencé par plusieurs causes :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Abondance ou pénurie des capitaux disponibles.</li><li>2. Productivité plus ou moins grande.</li><li>3. Besoins du marché.</li><li>4. Risques plus ou moins grands auxquels les capitaux sont exposés.</li><li>5. Caractères des industries où ils se trouvent engagés.</li></ol>
Légitimité	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Le capital est productif non par lui-même mais par son pouvoir de transformation.</li><li>2. En stricte justice, l'emprunteur est libéré dès qu'il a rendu la somme empruntée.</li><li>3. Le prêteur a droit à une juste rémunération ou compensation : privation, services, risques.</li></ol>
Conclusion	<p>On doit condamner les abus, on ne peut nier le principe de l'intérêt.</p> <p>La suppression du capital privé serait un remède pire que le mal.</p>



### 3. Le profit

#### Sa nature

C'est la part qui, dans l'œuvre de la production, revient à l'entrepreneur, c'est ce qui lui reste après qu'il a, par les paiements du salaire, de la rente et de l'intérêt, dédommagé tous ceux qui collaborent avec lui à l'œuvre productive.

La légitimité du profit est vivement contestée par les économes socialistes. Pour apprécier ces critiques, il importe de bien distinguer les éléments qui entrent dans la part de l'entrepreneur.

L'entrepreneur exerce généralement plusieurs fonctions : il consacre à l'entreprise **une partie de ses capitaux** ; il met à sa disposition les **agents naturels** dont il est propriétaire ; enfin il lui apporte une **inlassable activité personnelle**. A ces titres, il touche un intérêt, une rente, un salaire qui, à proprement parler, ne constituent pas le profit, mais une partie des frais de production.

Le profit, au sens économique du mot, est l'excédent de la valeur produite sur tous les frais de production, c'est le **profit net** qu'il y a lieu de distinguer du **profit brut**. Cette distinction est nécessaire, elle réduit à des proportions beaucoup plus modestes le **profit réel**. Ainsi donc :

Profit = Valeur du produit — (salaire plus rente, plus intérêt et tous frais).

#### Intérêt et profit

L'intérêt est donc un élément distinct du profit ; il est la rémunération du capital, il est plus ou moins fixe selon les lieux, les temps, les entreprises. Le profit, au contraire, diffère d'entreprise à entreprise, même similaires. Il peut être double, triple, quadruple de l'une à l'autre. La personne du prêteur est indifférente à la marche de l'entreprise, elle ne joue aucun rôle dans le plus ou moins de bénéfices ; la personne de l'entrepreneur façonne l'entreprise, lui donne sa valeur, sa prospérité plus ou moins grande.

## **Salaire et profit**

On ne peut de même assimiler le bénéfice ou profit au salaire, il en est tout à fait distinct ; le salaire est quelque chose de fixe et d'acquis auquel l'ouvrier a un droit strict, quelle que soit l'éventualité de l'entreprise ; il constitue même, en cas de faillite, une créance privilégiée. Le profit, au contraire, est quelque chose d'**aléatoire, de pendant, d'incertain** qui n'est acquis définitivement qu'à la fin d'un exercice comptable, l'inventaire et le bilan étant établis.

## **Légitimité du profit**

1. **L'entrepreneur travaille ;** son travail, d'ordre intellectuel, est supérieur à celui des travailleurs manuels : personne ne le conteste sérieusement. Il conçoit l'idée d'une entreprise, en arrête le plan après de longues et minutieuses études ; il demande le concours des capitalistes, les services des travailleurs, il dirige et contrôle l'exécution de son plan de campagne industrielle, il cherche des débouchés et organise la vente de ses produits. Bien plus, il est sans cesse tenu en éveil par les fluctuations du marché, les changements qui s'opèrent dans l'industrie et la technique, les possibilités d'extension, les exigences de l'offre et de la demande, les dangers de la concurrence.

Ce travail mérite une rémunération. A l'heure actuelle, les adversaires du capital eux-mêmes admettent que cette activité est indispensable ; ils en concluent à la nécessité d'assurer dans les projets de nationalisation, des traitements élevés augmentés de primes proportionnées aux bénéfices, à tout le personnel dirigeant.

2. Ce salaire sera d'autant plus élevé qu'il doit en outre indemniser l'entrepreneur des frais d'une éducation plus longue et d'études plus difficiles et plus coûteuses. Cette rémunération sera même supérieure à celle d'un directeur salarié ; car celui-ci ne consacre pas toute son activité à la mission dont il est chargé.

## Conclusion

Le profit est donc :

- a) une indemnité pour toute la peine que prend l'entrepreneur et pour la préparation plus coûteuse à laquelle il s'est astreint ;
- b) une indemnité aussi pour les risques qu'il encourt.

On remarquera que les grandes entreprises se déchargent le plus souvent du travail de direction sur des **directeurs salariés** qui, au fond, portent toute la responsabilité. Mais, de ce fait, la somme à répartir en dividendes se trouve diminuée du montant des traitements, généralement très élevés, alloués au personnel dirigeant et des tantièmes attribués aux administrateurs, pour la part active qu'ils prennent à la direction de l'entreprise.

## Eléments des gros bénéfices

Le profit net est loin d'être le même dans toutes les entreprises de même nature. La productivité plus grande de certaines d'entre elles dérive de plusieurs causes :

- a) du **talent particulier de l'entrepreneur** qui réussit à réduire les frais de production, à donner à ses produits une plus grande perfection pour un même prix de revient.
- b) D'autre fois, la **hausse des prix**, due à une demande considérable, provoque un écart sensible entre le prix de revient et le prix de vente ; le profit est alors imputable aux circonstances favorables du marché : les entrepreneurs se l'approprient en vertu de la loi du plus fort ; on ne saurait condamner cette appropriation au nom de la justice : personne n'a un droit strict à ce bénéfice extraordinaire ; capitalistes, ouvriers et entrepreneurs sont autorisés à en revendiquer une part. C'est la loi de la concurrence qui décidera de son attribution. La société elle-même pourra se réserver, en certaines circonstances, une portion de ces bénéfices exceptionnels : elle le fait notamment en taxant les bénéfices de guerre.
- c) Les profits réalisés par les grandes **entreprises monopolisées**, trusts ou autres, se justifient moins aisément ; la force du monopole ne constitue pas un droit valable.

La fusion, la concentration de plusieurs entreprises sous une seule direction amène une forte réduction des frais de production ; cette économie a pour conséquence un profit dont la légitimité est alors incontestable ; au contraire, lorsque la réduction du prix de revient est le résultat de l'exploitation inhumaine des travailleurs ou de la fraude dont les consommateurs sont les victimes, on ne peut dire qu'il soit légitimement acquis.

- d) Les profits extraordinaires sont aussi très souvent le résultat de **quelque invention**, découverte, procédé nouveau de fabrication dont toute la société bénéficie ensuite et surtout ceux qui ont su en profiter les premiers.
-

## RESUME XIX

### Le profit

Nature	<p>La part qui revient à l'entrepreneur dans l'œuvre de la production.</p> <p>Il est l'excédent de la valeur produite, sur tous les frais de production.</p>
Distinction	<p>L'<i>intérêt</i> est la rémunération du capital. Il est plus ou moins fixe. Le <i>profit</i> varie d'industrie à industrie.</p> <p>Salaire et profit : le salaire est <i>fixe</i> et <i>acquis</i> ; le profit est <i>variable</i> et <i>aléatoire</i>.</p>
Légitimité	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Le travail de l'entrepreneur est d'un ordre supérieur et mérite une rémunération.</li><li>2. Cette rémunération sera en proportion des sacrifices consentis par l'entrepreneur pour sa formation.</li><li>3. Il sera aussi une indemnité pour les risques qu'il encourt.</li></ol>
Eléments des bénéfices	<p>La différence de profit peut provenir de causes diverses.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Du talent de l'entrepreneur.</li><li>2. D'une hausse des prix ou d'une demande considérable.</li><li>3. De quelque invention ou nouveau procédé de fabrication.</li></ol>
Conclusion	<p>Dans tous ces cas, le bénéfice est légitime ; il n'en est pas de même lorsqu'il est le résultat de la spéculation : trust, accaparement du marché.</p>

## 4. Le Salaire

### a) Sa nature

L'homme travaille avant tout pour gagner sa vie ; son travail doit le faire vivre lui et sa famille ; le fruit, le résultat de son travail lui sert tantôt **directement**, tantôt **indirectement** : le blé, les légumes qu'il a tirés de son jardin ou de son champ lui serviront directement ; il n'en est pas de même du travail de l'ouvrier d'usine, du mineur, du mécanicien. Il faut, cependant, que leur travail les fasse vivre eux aussi. Ils recevront de l'entrepreneur, de l'employeur une rémunération qu'on appelle salaire et qui est le fruit de leur travail, de leur collaboration à l'œuvre productive.

Le salaire tend à rémunérer les travaux industriels directement appliqués à la production ; les **appointements** ou **traitements** se réfèrent aux travaux qui n'ont qu'un rapport indirect avec la production, tels sont ceux des employés, fonctionnaires, techniciens ; on réserve l'expression **honoraires** pour les services des médecins, avocats, professeurs et à l'ensemble des professions libérales.

Dans le sens étendu, le **contrat de travail** ou de salaire est, de tous les contrats humains, le plus répandu, le plus universel, le lot du plus grand nombre : les trois quarts des travailleurs, chez nous, sont des **salariés**.

### Distinction importante

Il est indispensable de distinguer entre le **salaire nominal** et le **salaire réel**. Le salaire nominal est la **quantité d'argent** que l'ouvrier reçoit pour prix de son travail ; le salaire réel est la **quantité d'objets utiles** que l'ouvrier peut se procurer en échange de son salaire nominal. Quand le coût de la vie augmente, le salaire doit augmenter et il convient de ne pas se faire illusion : la somme que l'on touche en argent peut être représentée par un plus grand nombre de francs ; en réalité, le salaire n'augmente pas s'il ne permet pas d'ache-

ter une quantité de biens plus grande qu'auparavant. Tel ouvrier qui gagnait 8 francs avant la guerre et qui gagne 12 francs aujourd'hui recevait relativement davantage alors.

## b) Modes de salaires

Le contrat de salaire offre une grande souplesse, se prête aux combinaisons les plus variées ; les modes de salaire les plus répandus sont tout d'abord le **salaire au temps** et le **salaire à la tâche**.

**Salaire au temps** : c'est le salaire à l'heure, à la journée, au mois, à l'année. Cette forme est la seule possible pour les travaux qui ne peuvent être divisés en tâches distinctes, pour certains ouvrages où la qualité importe plus que la quantité : travaux d'art, surveillance, travail de bureau, mécanicien de chemin de fer, etc.

Ce mode de salaire a des **avantages pour l'ouvrier** : son salaire lui est assuré, étant déterminé à l'avance et d'une façon stricte. Cette forme exige de sa part de la **conscience**.

Pour le patron, il y a nécessité d'une **surveillance plus active**, l'ouvrier n'étant pas stimulé par l'intérêt personnel.

**Salaire à la tâche** : ce mode est le premier perfectionnement apporté au mode de salaire. Il semble donner un moyen d'**émulation plus rationnel** : plus il y a d'ouvrage achevé, plus il y a de salaire.

**En principe**, il présente des avantages pour les deux parties : il stimule l'ouvrier ; l'intérêt personnel est aussi une garantie pour le patron qui sera moins astreint à la surveillance. **En pratique**, il est moins favorable à l'un et à l'autre, au travailleur surtout ; le prix fixé à la tâche est souvent dérisoire ; l'ouvrier doit se livrer à un travail excessif pour obtenir un salaire normal ; son gain est mal assuré et si la tâche qu'il a consenti à accomplir pour un salaire déterminé lui demande plus de temps qu'il n'avait prévu, il est en perte. A son tour, le patron est exposé aux malfaçons de l'ouvrier qui, voulant produire beaucoup pour augmenter son salaire, est tenté de travailler trop vite.

### c) Critique du salariat

Critique dite d'**ordre moral**. « Le salariat est avilissant parce qu'il livre l'ouvrier à la merci du patron. Le travail, objet du contrat de travail, est inséparable de la personne du travailleur, on ne peut donc vendre l'un sans l'autre. Le salaire est un retour à l'esclavage. »

Le travail en commun s'impose de toute nécessité ; une organisation entraîne des relations d'autorité et de subordination. Mais dépendance n'est pas servitude. Le travail de l'ingénieur, du fonctionnaire fait, lui aussi, l'objet d'un contrat sans que personne ne songe à y voir un retour à l'esclavage.

**Critique scientifique ou marxiste :** « Le salariat est l'instrument qui permet au patron d'exploiter l'ouvrier et de le spolier du fruit de son travail. » C'est la célèbre théorie de **la valeur**.

« C'est le propre du travail humain de réaliser une valeur supérieure à celle que requiert son entretien. Il suffit, par exemple, dit toujours Karl Marx,

de 6 heures de travail = 6 unités de valeur

pour entretenir pendant un jour la force productive de l'ouvrier. D'autre part, l'application de cette force pendant 12 heures produit 12 unités, soit une plus value de 6 heures.

Cette plus-value créée par le travail appartient de droit à l'ouvrier. En payant à l'ouvrier un salaire au prix de **la valeur d'échange**, c'est-à-dire suffisant à sa subsistance, le patron ne lui cède que 6 unités de valeur ; en retour, il dispose d'une force de travail dont l'usage lui donne 12 unités de valeur. Pourquoi l'ouvrier consent-il à ce marché si défavorable pour lui ? par nécessité : dépourvu d'instruments de travail, il ne saurait tirer aucun avantage de sa force ; des capitaux lui sont indispensables et ils sont appropriés par d'autres, force lui est de mettre sa puissance productive à la disposition des capitalistes qui en abusent pour extorquer à l'ouvrier et exprimer de sa substance toute la plus-value possible.

La situation ne comporte qu'un remède : la **suppression du capital privé**. Une révolution est nécessaire et elle se produira



infailliblement, le jour viendra où les expropriés lassés du joug qui les accable se lèveront pour exproprier à leur tour les exploités et confier à la société, avec les instruments de production, le soin d'organiser sur des bases économiques plus équitables la vie économique.»

#### d) Justification du salariat

Le salaire est né de la nature, de la force des choses, des conditions modernes du travail, il est parfaitement légitime.

1. Dans la plupart des cas, étant donné les conditions actuelles, il ne peut être question aujourd'hui d'une **association simple** entre patrons et ouvriers, capitalistes et employés ; en effet :

a) l'ouvrier **n'a pas de fonds**, il ne peut travailler à forfait, c'est-à-dire, il ne peut attendre la fin de l'opération industrielle pour toucher sa part ; il doit vivre, il doit pouvoir couvrir ses **besoins immédiats**, sa rémunération doit être elle aussi **immédiate**.

b) En l'engageant, par contrat de salaire, l'employeur, le patron, **lui fait une avance, lui offre une garantie**, lui rend un service, non pas gratuitement, puisqu'il se réserve **une prime**, « le profit ». Ainsi, le **principe** du profit se trouve donc établi en même temps que celui du salaire, le taux du profit est parfois discutable, le principe ne saurait en être contesté.

c) L'ouvrier manuel fournit à l'entreprise un concours uniforme, évaluable, précis, déterminé.

2. **Travailler pour autrui n'avilit pas**. Nous vivons en société ; or, la collaboration est nécessaire et universelle : tout le monde travaille pour tout le monde. La subordination que nous trouvons dans le travail se retrouve partout. On vend le produit de son travail, pourquoi ne vendrait-on pas son travail ?

3. Le contrat de travail **met sa personne sous la direction d'un patron**. Cela vicierait-il le contrat de salaire ? Cette dépendance peut être pénible, vu qu'elle entrave la liberté, mais elle est noble en ce sens qu'elle fait participer le travailleur à l'intelligence, au travail supérieur de celui qui

dirige la production : participation qui seule rend possible la production. Envisager ainsi l'autorité devient un bien-fait.

## Conclusion

Le salaire en lui-même n'est donc pas une institution blâmable et n'a rien d'avorissant. Ce qu'on doit déplorer, ce sont les abus auxquels il peut donner lieu de la part de certains employeurs ; c'est encore l'isolement dans lequel il a placé durant plus d'un siècle l'ouvrier, de par le **manque de lois réglementant la profession**, rapprochant les fonctions de la profession : le capital, la direction technique, le travail.

Aujourd'hui, la loi sur le travail dans les fabriques existe, c'est la « loi fédérale du 18 juin 1914, modifiée par celle du 27 juin 1919 ». Cette loi a pour but de protéger la vie et la santé des ouvriers, c'est un progrès, mais il faut plus encore.

Souhaitons de voir se développer, se généraliser de plus en plus le régime de l'**Etat corporatif** groupant les diverses fonctions de la profession en syndicats distincts, reliés entre eux par le Conseil de la Profession et, au-dessus d'eux, les Conseils économiques, formant le trait d'union entre les divers corps de métiers.

Ce régime est appelé à sauvegarder les intérêts de la profession en rapprochant précisément patrons et ouvriers par l'union et la concorde dans le développement d'institutions propres à sauvegarder aussi la famille, la société et l'Etat et à maintenir intacts nos biens les plus chers, nos libertés.

### e) Le salaire courant

Le salaire courant est celui qui est payé habituellement dans un pays ou dans une région déterminée : ce salaire est le **salaire usuel** ou **normal** du pays ou de la région. Le taux du salaire courant dépend :

- a) de la productivité du travail ;
- b) de la coutume ;
- c) de l'offre et de la demande.

Cobden a résumé ainsi cette influence de la concurrence : « Quand deux ouvriers courent après un maître, le salaire baisse : quand deux maîtres courent après un ouvrier, le salaire monte ». Il y a une tendance incontestable au nivellement des salaires dans toutes les industries ; l'offre de travail augmentant ici, se retirant là, provoque d'un côté la hausse, de l'autre la baisse. Cependant, elle se heurte à des obstacles dont elle ne saurait entièrement triompher : « Les bras, a-t-on dit, ne se déplacent pas comme les liquides sous l'influence de la pression. » Mille considérations retiennent l'ouvrier dans la région où il s'est établi : relations, famille, logement, frais de déménagement, spécialisation de ses capacités professionnelles qui seraient sans emploi ailleurs.

Mais il existe d'autres causes de différenciation des salaires ; ce sont notamment les risques particuliers auxquels certaines industries sont exposées, les répugnances qu'elles inspirent, les capacités morales, physiques, professionnelles qu'elles exigent, les ententes patronales et ouvrières.

---

## RESUME XX

### Le salaire

Sa nature	<p>C'est le moyen direct ou indirect par lequel l'homme « gagne sa vie ».</p> <p>Dans la production, c'est la part qui revient au travailleur.</p>
Modes de salaires	<p>Salaire <i>nominal</i>, salaire <i>réel</i> ou effectif.</p> <p><i>Au temps</i> : forme la plus généralisée.</p> <p>Avantage pour l'ouvrier, assuré d'un salaire déterminé.</p> <p>Exige de sa part de la conscience.</p> <p>Nécessité de la part du patron d'une surveillance assidue.</p> <p><i>A la tâche</i> : mode moins favorable pour l'une et l'autre parties.</p> <p>Peut porter à des malversations de la part de l'ouvrier.</p> <p>Gain mal assuré.</p>
Critique socialiste	<p><i>D'ordre moral</i> : l'ouvrier, dit Marx, est à la merci du patron.</p> <p><i>Théorie de la valeur</i> : l'excédent de valeur laissé par l'ouvrier qui accepte une valeur d'échange, « le salaire », est un vol.</p>
Justification	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Il ne peut être question entre patron et ouvrier d'une association proprement dite :<ol style="list-style-type: none"><li>a) l'ouvrier n'a pas de fonds, il ne peut travailler « à forfait » ;</li><li>b) en l'engageant, par contrat, l'employeur lui assure une rémunération immédiate, donc il lui rend service.</li><li>c) l'ouvrier fournit un concours uniforme, facilement évaluable.</li></ol></li><li>2. Travailler pour autrui n'a rien d'avilissant.</li><li>3. Mettre sa personne sous les ordres du patron, c'est collaborer à l'œuvre de la production.</li></ol>
Conclusion	<p>Ce qu'il faut déplorer, ce sont les abus auxquels le contrat de salaire a donné lieu : <i>contrat individuel</i>.</p> <p>Il est à souhaiter que la profession soit organisée corporativement : <i>contrat collectif</i>.</p>
Salaire courant	<p>C'est le salaire payé généralement dans un pays, dans une région à un moment déterminé. Il dépend :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. de la productivité du travail.</li><li>2. de la coutume.</li><li>3. de l'offre et de la demande.</li><li>4. D'autres causes multiples : capacités morales, physiques, professionnelles, institutions patronales et ouvrières.</li></ol>

## 5. Le juste salaire et les problèmes qu'il soulève

### a) Le juste salaire

Ces deux termes : « Salaire courant » et « Juste salaire » ne sont nullement synonymes ; le **salaire courant** est le salaire qui est communément payé dans une région industrielle ou agricole ; le **juste salaire** est celui qui représente exactement la valeur du travail qu'il rémunère et des sacrifices auxquels l'ouvrier consent.

Mais existe-t-il seulement une norme, une **règle morale** qui permette de définir le juste salaire ? Beaucoup le nient. A les entendre, le salaire relèverait uniquement du jeu de l'offre et de la demande, indépendamment de toute règle morale.

Autrement précise est la doctrine sociale chrétienne. La justice demande l'**équivalence entre les prestations réciproques** du patron et de l'ouvrier, entre le travail fourni et le salaire payé. Or, pour déterminer la valeur du travail, il faut apprécier deux éléments distincts :

- a) la nature du travail ;
- b) son utilité économique.

### La nature du travail

1. Le travail entraîne naturellement une déperdition d'énergie vitale mais dans le plan de la Providence, sa productivité doit fournir le moyen de reconstituer les forces consommées dans l'effort. En abandonnant à autrui le fruit de son travail, l'ouvrier doit donc retrouver dans son salaire tout au moins de quoi restaurer les forces usées au service de l'employeur, c'est-à-dire **une subsistance suffisante, conforme aux exigences de la dignité humaine.**

C'est là un **minimum** que doit représenter **tout salaire** pour satisfaire aux exigences de la justice. L'obligation que l'ouvrier a d'entretenir sa vie ne lui permet pas de transiger sur

ce point ; jamais les fluctuations de l'offre et de la demande ne sauraient légitimer la réduction du salaire au-dessous de ce minimum que réclame la subsistance de l'ouvrier.

C'est là la **doctrine catholique**, magistralement exposée par Léon XIII dans l'**Encyclique Rerum Novarum** du 15 mai 1891. Le juste salaire est donc tout d'abord le **salaire vital**.

2. L'homme, toujours dans les plans de la Providence, n'a pas seulement à pourvoir à sa propre subsistance, il a reçu mission de propager la race humaine. Il doit donc retrouver dans le produit de son travail les moyens de remplir son rôle de père de famille : son salaire doit donc, en second lieu lui permettre de nourrir et d'élever une famille, c'est le **salaire minimum familial**.

Comment déterminer ce salaire familial ? En se basant sur les besoins normaux d'une famille ouvrière ordinaire. Le salaire comprendra ce qui est nécessaire au père de famille, déduction faite du concours modéré de la femme et des enfants en âge de travail, pour élever une famille de 4, 5 enfants en moyenne, avec la possibilité d'épargner pour les mauvais jours. On suppose évidemment une famille d'ouvrier honnête et économe, doué d'une santé et de capacités professionnelles suffisantes.

#### **Observation :**

- a) Le salaire familial ainsi compris ne doit pas être considéré comme équivalent strictement aux frais d'entretien d'une **famille pleinement** constituée. Il faut et il suffit que la rémunération accordée à l'ouvrier tout le long de sa carrière laborieuse le mette à même de faire face à toutes les charges qu'il aura à supporter au cours de son existence. **L'ouvrier économe et prévoyant** saura prélever sur un salaire qui dépasse les exigences nécessaires d'un célibataire ou d'un jeune ménage les sommes qui lui permettront de suppléer à l'insuffisance temporaire de son revenu à l'heure où les charges de famille pèseront de tout leur poids sur lui.
- b) Que faire si une industrie n'est pas en mesure de payer ce minimum ? En **temps de crise**, on peut admettre que le salaire puisse tomber, à titre passager, au-dessous de ce minimum. Si l'impuissance de l'industrie ne permet pas à l'entrepreneur d'en tirer un rendement suffisant pour

payer tous ses collaborateurs, les droits de l'ouvrier au salaire minimum passent avant le droit du capitaliste à l'intérêt : le capitaliste a encore la ressource de son capital pour vivre, l'ouvrier n'a d'autre ressource que celle de son salaire. « Une industrie qui ne donne pas de quoi payer un minimum de salaire ne mérite pas d'exister. Elle ne vaut rien pour un Etat et n'y doit pas subsister, déclare un industriel américain. » E. A. Filene.

### **Son utilité économique**

Ainsi le travail d'un ouvrier de capacités moyennes aura toujours, de par sa nature, sa destination providentielle, cette valeur minimum qu'on ne peut lui refuser sans injustice ; mais il y a lieu de tenir compte aussi, dans l'évaluation du juste salaire, de sa valeur économique, de son utilité plus ou moins grande. Il est évident qu'un travail qui suppose un long apprentissage, ou de longues études ayant coûté plus cher, un travail qui exige de l'habileté, de l'intelligence, mérite d'être payé plus qu'une besogne dont est capable le premier venu. C'est ici surtout que l'offre et la demande jouent un rôle important de tout point légitime.

### **Conclusion**

Le juste salaire assure à l'ouvrier le strict équivalent de la valeur de son travail ; l'entrepreneur, après avoir rémunéré le capital et le travail, garde pour lui le profit : l'excédent de la valeur du produit sur tous les frais de production. Cette appropriation est, certes, légitime. Est-ce à dire que l'ouvrier ne puisse chercher à se faire attribuer une part des bénéfices nets sous la forme d'un salaire supérieur à celui que réclame la stricte justice ? Non. Ce droit est incontestable. Libre de s'engager au service d'un entrepreneur, l'ouvrier est autorisé à débattre et à marchander le prix de son concours ; il peut s'efforcer d'obtenir la plus large rétribution possible compatible avec les intérêts des autres facteurs de la production.

#### **b) L'amélioration du salaire**

Dans bien des cas, le salaire minimum suffisant pour l'ouvrier célibataire est nettement insuffisant à l'ouvrier père de famille. Parfois même, il n'est pas possible au patron de payer

davantage : en effet, il est obligé de tenir compte, bon gré mal gré, de la concurrence des pays étrangers ou du marché intérieur. Il se produit alors pour le salaire ce qui a lieu pour les autres frais généraux : l'employeur les abaisse le plus possible. A qui incombera la mission d'assurer aux ouvriers, d'une façon équitable, le juste salaire, voire même le salaire familial, vital ? A l'Etat ? Son intervention directe serait contraire à la liberté. Ce grave problème dont l'ensemble constitue « La politique des salaires », est des plus complexes. Nous signalerons quelques-unes des solutions reconnues les plus aptes à lui donner une solution.

### **L'organisation professionnelle**

L'organisation professionnelle généralisée semble bien être le moyen d'arriver à une solution équitable du problème social. Et d'abord, grâce à la **Commission paritaire** ou **Commission des délégués**, elle établit le contact entre les deux ordres de la profession : le capital et le travail. Elle devient ainsi une garantie d'ordre, de prospérité tout à la fois pour l'individu, la famille, la société.

Le contrat collectif, avec tous les avantages qui en découlent, dignité de l'ouvrier sauvegardée, salaire vital, ne se peut concevoir en dehors de l'organisation professionnelle. Il en va de même des allocations familiales qui ne pourraient fonctionner normalement sans le concours des **Caisses professionnelles** ou **interprofessionnelles**.

C'est encore l'organisation professionnelle qui atténuera la concurrence acharnée qui sévit dans l'industrie, soit sur le marché intérieur, soit entre pays. Cette concurrence pourra être maintenue dans des limites raisonnables par une série d'ententes internationales. Dès lors les employeurs seront mieux à même de payer un salaire vital.

### **Les allocations familiales**

Les allocations sont nées en France en pleine période de guerre mondiale 1914-1918. Un industriel de Grenoble, M. Romanet, des Usines Joya, décida un groupe important de patrons dauphinois à accorder à leurs ouvriers des primes de vie chère sous le nom d'**allocations familiales**.



Il avait été reconnu au cours d'une enquête chez huit anciens ouvriers de la Maison Joya, tous pères de familles et de situation différente, que, si le célibataire et l'homme marié sans enfant pouvaient équilibrer leur budget, par contre, l'ouvrier chargé de famille était dans une situation précaire et cela d'autant plus qu'il avait un plus grand nombre d'enfants en bas âge. Cette enquête permit, d'autre part, de constater que l'ouvrier célibataire change facilement d'atelier et de ville tandis que le père de famille désire rester en place pour mieux assurer la stabilité de la famille et l'éducation des enfants.

Une des familles visitées comprenait cinq personnes : le père, la mère et trois enfants ; on attendait le quatrième ; le cahier de ménage bien tenu faisait ressortir l'impossibilité matérielle de faire vivre la famille avec le seul salaire du père, ouvrier assidu, économe et sobre. Il envisageait l'avenir avec appréhension et faisait entendre des plaintes mêlées de menaces : « Si, après la guerre, tous ceux à qui je dois exigent que je les paye, que devrai-je faire ? Si le patron me refuse l'avance qui me sera nécessaire pour solder mes dettes et si je suis poursuivi, trouverez-vous étonnant que je sois aigri au point de faire un mauvais coups ? ».

De cette enquête sont sorties les allocations familiales qui fonctionnent de la manière suivante :

- a) **Primes mensuelles** de 12.50 francs en faveur de l'ouvrier dont la femme se consacre entièrement aux soins du ménage ;
- b) **Prime mensuelle** variant de 7.50 francs à 12 francs par enfant.

Au début, chaque patron portait seul la charge des allocations attribuées à ses ouvriers, mais il était à craindre que le souci de réduire ses dépenses ne l'incitât à refuser d'embaucher des ouvriers pères de famille et à recruter de préférence des célibataires. Pour prévenir cette éventualité, les patrons d'autochinois fondèrent en mai 1918, une « Caisse de compensation » alimentée par leurs cotisations collectives, à laquelle incomberait désormais le service des allocations familiales.

La Suisse, comme la France, la Belgique et la plupart des pays européens, a pris dans ce domaine des initiatives inté-

ressantes qui ont été rendues définitives dans les administrations fédérales et cantonales et dans les corps de métiers, grâce à l'intervention du **Secrétariat social romand** et de quelques membres influents des Chambres fédérales.

Signalons la « Caisse interprofessionnelle valaisanne d'allocations familiales », créée en 1941 dans le but d'améliorer la situation morale et matérielle de la famille des ouvriers et employés, et d'assurer entre les membres employeurs une répartition équitable des charges imposées par les allocations proportionnellement à leur paie. La contribution à faire par les patrons est de 5 % sur la totalité des salaires versés à leurs ouvriers durant le mois écoulé. L'allocation est versée directement, non pas à l'ouvrier, mais à la mère de famille. Cet appoint, très appréciable, permet au chef de famille de mieux loger et entretenir les siens, d'où bénéfice pour la santé et apaisement moral pour lui-même.

### **Les assurances sociales**

Il y a dans la vie du travailleur bien des aléas, des sujets de peines et d'angoisse qu'il faut prévoir et que le salaire même normal ne parvient pas à supprimer : la maladie, les enfants, les accidents, le chômage, la vieillesse, la mort prématurée.

Les prévoyants font des économies, se font ouvrir un carnet d'épargne, entrent dans une société d'assurance mutuelle qui, en échange de légères cotisations, leur assure dans les passages difficiles de la vie leur aide précieuse.

Mais tout le monde n'est pas prévoyant et, parfois, les charges du moment sont si lourdes ou les ressources si faibles qu'il n'est pas possible de faire des économies pour l'avenir. Il est donc urgent de trouver un moyen de faire face à ces grands risques qui menacent toute vie humaine et que **l'ouvrier n'est pas à même de couvrir seul.**

Ce moyen, c'est précisément les **Assurances sociales**, véritable complément du salaire. Comment fonctionnent les assurances sociales ? Le patron et l'ouvrier font chacun, proportionnellement au montant du salaire, un versement égal en échange duquel les Caisses d'assurances s'engagent à rembourser en bonne partie les dépenses faites par l'assuré en cas de mala-

die ou lui assurent une rente, une petite pension pour sa vieillesse ou en cas d'invalidité et versent un capital à ses héritiers au moment de son décès.

Cette forme d'assurance, assez développée, n'est cependant pas encore généralisée chez nous. Tout le monde en admet le principe, la nécessité : quant à la forme définitive, elle n'est pas encore arrêtée. Comment concevoir pratiquement les assurances sociales ? Qui devra en assumer la charge ? L'Etat ? Ce serait dangereux. L'effort combiné, conjugué de la profession et du travailleur ? Ce serait mieux sans doute. Voilà le problème brûlant qui se pose devant l'opinion et qui devra être résolu à brève échéance, si l'on ne veut pas lasser la patience des classes laborieuses.

En France, les assurances sociales avaient été rendues obligatoires, pour les travailleurs salariés, dès 1928-30.

## Conclusion

1. Si le salaire vital améliore la condition du travailleur, il n'est pas sans **avantages pour l'employeur** lui-même :
  - a) Il le protège contre la concurrence déloyale.
  - b) Il augmente la production en quantité et en qualité : en mettant le producteur dans de meilleures conditions physiques, morales et intellectuelles de travail ; en établissant la concurrence non pas sur le salaire, mais sur la qualité du travail et sur le perfectionnement des moyens de production.
  - c) Il assure plus de stabilité dans les rapports entre employeurs et employés et, par là, une sécurité également profitable à l'un et à l'autre.
2. Une conclusion se dégage également à l'adresse du travailleur : l'emploi judicieux — rationnel — de son salaire.

A cette fin, n'y aurait-il pas avantage pour lui, comme pour l'artisan et le commerçant, à établir un budget, un tableau comparatif de ses possibilités de gain et de ses dépenses ? Dépenses nécessitées par l'entretien journalier de la **vie physique** : nourriture, logement, chauffage et éclairage, habillement et blanchissage ; dépenses de **prévoyance** : cotisations versées

pour des assurances diverses ; dépenses **d'éducation** : éducation des enfants, lectures, aumônes, deniers du culte, distractions légitimes ; enfin, **épargne** pour le chômage et les mauvais jours.

Se tracer ainsi un sage programme d'existence contribue à mettre plus de lumière, d'ordre, de renoncement, mais aussi de joie, de sécurité dans la vie laborieuse.

### c) La conscience professionnelle

La conscience, nous le savons, c'est cette force, qui est au fond de notre âme, qui nous commande le bien et nous pousse par un irrésistible élan vers la justice et la vérité ; qui nous retient en face du mal, qui crie et ne veut pas se taire quand le mal est commis... La conscience, c'est comme on l'a dit justement, la **voix de Dieu en nous**, qui nous parle par notre raison.

Nous l'appelons **conscience professionnelle** quand elle nous apprend à remplir avec honnêteté et fidélité les devoirs spéciaux que nous impose notre profession, notre vocation. C'est d'elle qu'il est question quand on parle d'un « commerçant consciencieux », d'un « patron consciencieux », d'un « maître consciencieux ».

#### Sa nécessité

Rien ne peut remplacer la conscience ; l'homme intelligent et libre a cette redoutable faculté de pouvoir dire non, de se récrier devant le devoir, de choisir entre le mal et le bien. Les gendarmes, les menaces, les promesses et les décorations mêmes auront beau faire, si la conscience est absente, les injustices se multiplieront et, finalement, toute la société en pâtira. Au contraire, si chacun, quelle que soit sa situation, a la conscience de remplir son devoir, tout son devoir, alors la société tout entière sera dans la prospérité. Nécessité donc d'une conscience professionnelle bien formée et suffisamment éclairée.

### **Honnêteté professionnelle**

Quand il s'agit d'obligations professionnelles, on rencontre assez souvent des consciences qui ne sont pas assez suffisamment éclairées et qui manquent par conséquent de conscience professionnelle :

**Fabricants**, artisans qui emploient des matières défectueuses et livrent leurs produits sous une étiquette garantissant la « bonne qualité ».

**Commerçants** qui, pour gagner beaucoup et vite, ne se contentent pas de justes bénéfices et augmentent démesurément le prix de vente de leurs marchandises.

**Ouvriers** qui, en huit heures, ne fournissent que le travail de sept ou qui, faute de précautions, gaspillent la matière première qui leur est confiée.

**Fonctionnaires** qui se moquent des intérêts de l'Etat ; **domestiques** qui n'ont aucun souci des intérêts de leurs maîtres ; **patrons** qui ne payent pas leurs ouvriers : **acheteurs** qui, pouvant payer, retardent le paiement de la couturière ou du tailleur.

### **Fierté professionnelle**

Autrefois, dans les vieux métiers, maîtres et compagnons tenaient à honneur de faire du « bel ouvrage » ; ils ne ménageaient ni leur temps ni leur peine ; avant tout, ils voulaient « faire bien » et la corporation surveillait leur travail. Aujourd'hui, on veut avant tout « gagner ». Autrefois, on se piquait d'être consciencieux ; aujourd'hui, on a souci de « gagner plus que les autres ». Autrefois, des mains habiles faisaient lentement, avec amour, de belles choses, et solides, et loyales, et durables ; à présent, on travaille « à la grosse », en séries, au quintal, à « la va vite » et à bon marché.

Sans doute, ce changement est dû en grande partie à l'emploi de la machine, autrefois inconnue. Aujourd'hui, la machine règne en souveraine et relègue le travailleur à l'arrière-plan, le rendant son domestique, sinon son esclave, lui l'ouvrier libre d'autrefois. On ne saurait déplorer l'usage de la

machine qui, d'ailleurs, marque un progrès ; toutefois, il faut regretter que cette fierté du travail où l'ouvrier met du sien ait tant diminué dans beaucoup de professions et que, chez nombre de travailleurs, le dégoût et l'indifférence aient remplacé cette fierté et cet amour du métier.

### **La valeur professionnelle**

Ce goût du bon travail, ce sentiment d'honneur seraient-ils inconciliables avec l'emploi de la machine ? Certes, non ! Et pourtant c'est une constatation, l'amour du travail, du métier a baissé. Nécessité donc de remonter le courant en cherchant à exceller dans la profession ; on peut toujours y mettre de l'âme, de l'honneur, se souvenant de la parole du grand Pasteur : « Ce n'est pas la profession qui honore l'homme, c'est l'homme qui honore sa profession. » Le travailleur, dès lors, ne sera plus la chose, le serviteur de la machine. Il renversera le rôle, que lui-même, par son indifférence, s'était laissé imposer : la machine, alors, sera pour lui ce qu'elle doit être, « une auxiliaire précieuse ». A cette fin, deux conditions sont indispensables :

Faire un apprentissage complet et sérieux.

Tendre sans cesse à augmenter sa formation professionnelle.

Comme le travail sera transfiguré ! Il ne sera plus une nécessité pénible, un boulet que l'on traîne malgré soi, mais l'épanouissement de nos plus belles facultés et l'instrument voulu par la Providence pour gagner le ciel tout en gagnant la vie d'ici-bas.

---

## RESUME XXI

### Le juste salaire

Mise au point	<p>« Salaire courant » et « juste salaire » ne sont pas synonymes.</p> <p>Le juste salaire est celui qui rémunère de façon équitable la valeur du travail.</p> <p>Les bases d'appréciation existent : nature du travail, utilité économique.</p>
Fixation du salaire	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Le travail entraîne une déperdition d'énergie vitale : le salaire sera donc lui aussi <i>vital</i> ; minimum de salaire.</li><li>2. L'homme a généralement à pourvoir aux besoins d'une famille, il sera donc aussi <i>familial</i>.</li><li>3. Le salaire sera vital à toutes les époques de l'existence.</li><li>4. Le taux du salaire sera basé aussi sur la <i>valeur économique du travail</i> : Utilité plus grande. Préparation plus longue, plus coûteuse. Risques plus grands, productivité plus grande. Rareté relative de la main-d'œuvre.</li></ol>
Amélioration du salaire	<p>Tâche sociale urgente : assurer ce minimum de salaire vital.</p> <p>Moyens préconisés :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. L'organisation professionnelle, par le contrat collectif.</li><li>2. Les <i>allocations</i> familiales, par les Caisses interprofessionnelles.</li><li>3. Les <i>assurances</i> sociales, contre les risques que le travailleur n'est pas à même de couvrir seul.</li></ol>
Conclusion	<p>Le juste salaire est avantageux également pour le <i>patron</i> :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Il le protège contre la concurrence déloyale.</li><li>2. Il augmente la productivité de son entreprise.</li><li>3. Il assure la stabilité dans les rapports entre employeurs et employés.</li><li>4. Il implique, en revanche, de la part de l'ouvrier un emploi judicieux et rationnel.</li></ol>
Conscience professionnelle	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Rien ne peut la remplacer, d'où sa <i>nécessité</i>.</li><li>2. <i>Honnêteté</i> professionnelle : elle était à l'honneur dans les anciens métiers, il faut la faire revivre nonobstant l'emploi des machines qui incite à <i>faire vite</i> plutôt qu'à <i>faire bien</i>.</li><li>3. <i>Valeur</i> professionnelle : apprentissage sérieux, souci du développement professionnel.</li><li>4. <i>Honnêteté</i> professionnelle dans les obligations réciproques.</li></ol>





## TABLE DES MATIÈRES

---

	Page
<b>Introduction</b>	
1. Notions générales . . . . .	3
2. L'économie politique et son rang parmi les sciences . .	4
3. Objet, but, écoles . . . . .	5
4. Les besoins humains . . . . .	7
5. Les biens économiques . . . . .	8
6. Division de l'économie politique . . . . .	9

## PREMIERE PARTIE

### La Production

#### La nature

1. Ce qu'elle fournit à l'homme . . . . .	13
2. Influence de la nature sur l'homme et de l'homme sur la nature . . . . .	15
3. Conclusion . . . . .	15

#### Le travail

1. Notions générales . . . . .	18
2. Le travail et l'industrie . . . . .	23
3. Organisation et division du travail . . . . .	27
4. Les machines . . . . .	32
5. Les régimes du travail . . . . .	36
6. Les syndicats professionnels . . . . .	47

#### Le Capital

1. Notions générales . . . . .	52
2. Capital et capitalisme . . . . .	54
3. Espèces de capitaux . . . . .	55

4. Formes multiples du capital . . . . .	58
5. Causes qui influent sur la capitalisation . . . . .	60

### **Union du travail et du Capital**

1. L'entrepreneur . . . . .	63
2. La grande industrie . . . . .	65
3. La petite industrie . . . . .	68

## **DEUXIEME PARTIE**

### **La répartition de la richesse**

#### **Généralités**

1. Le problème de la répartition . . . . .	73
2. La propriété . . . . .	78
3. La propriété privée et l'Etat . . . . .	85
4. Propriété et collectivisme . . . . .	87

#### **Les Parts**

1. La rente du sol . . . . .	90
2. L'intérêt . . . . .	99
3. Le profit . . . . .	103
4. Le salaire . . . . .	108
a) Sa nature . . . . .	108
b) Modes de salaires . . . . .	109
c) Critique du salariat . . . . .	110
d) Justification du salariat . . . . .	111
e) Le salaire courant . . . . .	112
5. Le juste salaire et les problèmes qu'il soulève . . . . .	115
a) Le juste salaire . . . . .	115
b) L'amélioration du salaire . . . . .	117
c) La conscience professionnelle . . . . .	122

---